



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 36 du 28 septembre 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} octobre 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	603
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	603
CABINET DU PREFET	603
Service interministériel de défense et de protection civile	603
Extrait de l'arrêté n° 54/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.)	603
Extrait de l'arrêté n° 55/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité publique	603
Extrait de l'arrêté n° 56/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)	603
Extrait de l'arrêté n° 57/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées	604
Extrait de l'arrêté n° 58/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives	605
Extrait de l'arrêté n° 59/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes	606
Extrait de l'arrêté n° 60/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)	606
Extrait de l'arrêté n° 61/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif au groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)	607
Extrait de l'arrêté n° 62/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif au groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)	607
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	608
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	608
Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain pour la surveillance et la prévention des risques miniers et l'exécution de travaux de mise en sécurité	608
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	608
Extrait de l'arrêté du 12 septembre 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port	608
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007	608
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007	608
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007	608
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007	608
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	609
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	609
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 28 août 2007 (Meuse) et du 7 septembre 2007 (Meurthe-et-Moselle) approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes « EPCI du bassin de Landres »	609
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	609
Extrait de l'arrêté du 11 septembre 2007 autorisant l'adhésion de Brouville au syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville	609
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Gerbéviller	609
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Val-et-Chatillon	609
Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2007 autorisant l'adhésion de Vennezey au syndicat intercommunal à vocations multiples du pays de Meurthe et Mortagne	609
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	609
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Favières	609
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Lay-Saint-Remy	610
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Sexey-aux-Forges	610
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	610
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	610
Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 65 du 6 septembre 2007 portant désignation des membres de la commission régionale paritaire relative à l'organisation de la permanence des soins dans les établissements publics de santé et dans les établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes	610
Service actions et établissements de santé	610
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 39/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488	610
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 40/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6459	610
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 41/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6665	610
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 42/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6780	611
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 43/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8364	611
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 44/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8737	611
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 45/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9503	611
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 46/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9578	611
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 47/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9586	611
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 48/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 0782	612
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 49/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 2747	612
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 50/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière de Joueff pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3158	612
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 51/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière Saint-Éloi à Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3836	612
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/54 du 24 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS E.J. : 540 020 112	612
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/55 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital - Joueff	612
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/56 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.R.L.C.C. A. Vautrin - Vandoeuvre	613
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/57 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement SINCAL	613

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/58 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.H.U. de Nancy	613
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/59 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital - Baccarat	613
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/60 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale	613
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/61 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier - Toul	614
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/62 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier - Lunéville	614
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/63 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier - Pont-à-Mousson	614
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/64 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement J. Parisot - Bainville	614
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/65 du 29 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement MH Saint-Charles	615
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/66 du 29 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement AH du Bassin Longwy	615
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/67 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'AH du Bassin de Longwy à compter du 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 001 096 - Entité Juridique : 540 000 866	615
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/67bis du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Jacques Parisot à compter du 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 000 668 - Entité Juridique : 540 006 707	615
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/68 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 106 - N° FINESS Établissement : 540 000 296	615
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/69 du 29 mai 2007 modifiant l'arrêté n° 07/53 du 18 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation à compter du 1 ^{er} mai 2007 - N° FINESS Établissement : 540 019 726 - Entité Juridique : 540 009 701	616
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/70 du 5 juin 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH BRIEY	616
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/71 du 6 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 031 - N° FINESS Établissement : 540 000 015	616
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/72 du 7 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Lunéville au 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 080 - N° FINESS Établissement : 540 000 155	616
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/73 du 7 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Toul au 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 049 - N° FINESS Établissement : 540 000 023	616
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/74 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à compter du 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 000 148 - Entité Juridique : 540 019 007	617
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/75 du 11 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey au 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 399 - N° FINESS Établissement : 540 000 270	617
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/76 du 12 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de Joëuf à compter du 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 001 104 - Entité Juridique : 540 000 882	617
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/77 du 12 juin 2007 qui annule et remplace l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/74 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à compter du 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 000 148 - Entité Juridique : 540 019 007	617
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/78 du 20 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 001 070 - Entité Juridique : 540 000 767	617
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/79 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 031 - N° FINESS Établissement : 540 000 015	618
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/80 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 049 - N° FINESS Établissement : 540 000 023	618
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/81 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 080 - N° FINESS Établissement : 540 000 155	618
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/82 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 106 - N° FINESS Établissement : 540 000 296	618
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/83 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 122 - N° FINESS Établissement : 540 000 395	618
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/84 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Établissement : 540 000 668	618
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/85 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 767 - N° FINESS Établissement : 540 001 070	619
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/86 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 866 - N° FINESS Établissement : 540 001 096	619
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/87 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joëuf - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 882 - N° FINESS Établissement : 540 001 104	619
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/88 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité Juridique : 540 002 078 - N° FINESS Établissement : 540 001 138	619
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/89 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 019 - N° FINESS Établissement : 540 001 286	619
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/90 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité Juridique : 540 014 081 - N° FINESS Établissement : 540 000 072	619
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/91 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité Juridique : 540 020 112 - N° FINESS Établissement : 540 000 163	620
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/92 du 25 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont compter du 1 ^{er} juillet 2007 - N° FINESS Établissement : 540 000 726 - Entité Juridique : 750 721 334	620
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/93 du 25 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1 ^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 000 312 - Entité Juridique : 540 000 114	620
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/94 du 9 juillet 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1 ^{er} juillet 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 019 - N° FINESS Établissement : 540 001 286	620
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/95 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/15 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 056 - N° FINESS Établissement : 540 014 073	620
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/96 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/16 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 114 - N° FINESS Établissement : 540 000 312	620
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/97 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/17 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faulx pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 262 - N° FINESS Établissement : 540 000 544	621
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/98 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/18 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Établissement : 540 000 585	621

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/99 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/19 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Pariset de Bainville sur Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	621
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/100 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/21 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858.....	621
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/101 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/22 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au C.O.C.E.E. de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973.....	621
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/102 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/23 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	621
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/103 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/24 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701.....	622
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/104 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/25 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148.....	622
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/105 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/26 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	622
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/106 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/27 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	622
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/107 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/28 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	622
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/108 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/29 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	623
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/109 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/30 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	623
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/110 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/31 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière St-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	623
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/111 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/32 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	623
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/112 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/33 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	624
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/113 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/34 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Jœuf pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	624
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/114 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/35 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	624
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/115 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/36 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	624
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/116 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/37 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	625
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/130 du 25 juillet 2007 annulant et remplaçant l'arrêté N° 07/113 du 18 juillet 2007 modifiant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Jœuf pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	625
Extrait de l'arrêté n° 24 du 3 septembre 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy.....	625
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	626
Extrait de l'arrêté n° 2007-001 du 2 août 2007 de reconnaissance du service inspection du centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.....	626
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	626
Service actions et établissements de santé.....	626
Extrait de l'arrêté du 31 août 2007 portant agrément provisoire n° 168 de l'entreprise de transport sanitaire SARL à associé unique AMBULANCE TOUL AMBULANCES.....	626
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	626
Service économie agricole et aménagement foncier.....	626
Extrait de l'arrêté n° 2007/299 du 13 septembre 2007 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2007 dans le département.....	626
Extrait de la décision du 11 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Courcelles - Demande d'autorisation d'exploiter n°2300.....	626
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2308.....	627
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Amance - Bouxières-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2262.....	627
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ugny - Chenières - Baslieux - Demande d'autorisation d'exploiter n°1990.....	627
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ugny - Chenières - Baslieux - Demande d'autorisation d'exploiter n°1710.....	627
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Rozelieures - Demande d'autorisation d'exploiter n°2250.....	627
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Rozelieures - Demande d'autorisation d'exploiter n°2275.....	627
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rozelieures - Demande d'autorisation d'exploiter n°2274.....	628
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2151.....	628
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flirey - Bernecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2295.....	628
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Viviers-sur-Chiers - Demande d'autorisation d'exploiter n°2278.....	628
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2298.....	628
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Emberménil - Laneuveville-aux-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2299.....	628
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Emberménil - Leintrey - Laneuveville-aux-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2297.....	629
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Barbonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2252.....	629

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lezey - Bezange-la-Petite - Demande d'autorisation d'exploiter n°2273.....	629
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Anthelupt - Lunéville - Oelleville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2296.....	629
Extrait de la décision du 18 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Limey-Remenauville - Lironville - Noviant-aux-Prés - Demande d'autorisation d'exploiter n°2305.....	629
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Neuville-lès-Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2270.....	629
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2253.....	630
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Repaix - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2272.....	630
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2310.....	630
Extrait de l'arrêté n° DDAF-2007-293 du 13 septembre 2007 fixant la période des vendanges en Meurthe-et-Moselle - récolte 2007.....	630
Extrait de l'arrêté n° DDAF-2007/303 du 19 septembre 2007 portant modification de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux.....	630
Extrait de l'arrêté n° DDAF-2007/304 du 19 septembre 2007 définissant la composition de la commission départementale "stage 6 mois".....	630
Arrêté n° 2007- 305 DDAF du 24 septembre 2007 relatif à la mise en œuvre d'un dispositif spécifique de transfert de quantités de référence laitière sans terre.....	631
Extrait de l'arrêté n° DDAF/SEAAF-2007/307 du 27 septembre 2007 portant composition du comité départemental d'expertise agricole.....	631
Extrait de l'arrêté baux ruraux n° DDAF 2007/308 du 27 septembre 2007 – Changement de destination d'une parcelle agricole – Autorisation de résiliation anticipée d'un bail.....	631
Extrait de l'arrêté (n° 2) DDAF-2007/309 du 27 septembre 2007 constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2007.....	631
Service forêt, environnement et développement rural.....	631
Extrait de l'arrêté n° 2007/244 du 31 juillet 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Crézilles.....	632
Extrait de l'arrêté n° 2007/300 du 13 septembre 2007 portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales naturalisées non domestiques.....	632
Extrait de l'arrêté n° 2007/306 du 24 septembre 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Andilly.....	632
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	632
Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-088 du 6 septembre 2007 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine dans le département de la Meuse et au Luxembourg.....	632
Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-089 du 7 septembre 2007 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine.....	633
Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-090 du 11 septembre 2007 relatif aux conditions permettant de déroger à l'interdiction de sortie de certaines catégories de ruminants ou de semences de ruminanthors du périmètre interdit et de la zone de protection au titre de la fièvre catarrhale ovine, et aux conditions de transit de ruminants au travers de ces zones.....	634
Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-098 du 13 septembre 2007 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine.....	636
Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-104 du 17 septembre 2007 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine.....	638
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	638
Service transport et sécurité.....	638
Extrait de l'arrêté 2007/DDE/022/TBSC du 16 juillet 2007 portant réglementation de police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de la Meurthe-et-Moselle.....	638
Extrait de l'arrêté 2007/DDE/027/TBSC du 10 juillet 2007 portant fermeture de l'A330 au PR 0+000 fin de la 2X2 voies dans le sens Ludres-Nancy pour travaux sur la RD 674.....	640
Extrait de l'arrêté 2007/DDE/028/TBSC du 13 août 2007 portant travaux d'entretien annuel du viaduc de Piedmont - RN 52.....	641
Extrait de l'arrêté 2007/DDE/032/TBSC du 30 août 2007 portant travaux de réfection des accès de service n° 92 et 93 et des dispositifs de sécurité de l'ouvrage d'art n° X8 au PR 289+627 de l'autoroute A 4 dans le sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris.....	641
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques.....	641
Extrait de l'arrêté n° 07-DE-006-PU du 29 août 2007 approuvant la carte communale de Battigny en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	641
SERVICE INTERREGIONAL DE LA NAVIGATION DU NORD-EST.....	642
Extrait de l'arrêté du 6 septembre 2007 mettant en demeure le maire de Dieulouard de déposer un dossier de demande d'autorisation du système d'assainissement de l'agglomération de Dieulouard au titre du Code de l'environnement.....	642
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 septembre 2007 mettant en demeure la Communauté Urbaine du Grand Nancy à respecter le traitement du paramètre azote à la sortie de la station d'épuration communautaire de Maxéville.....	642
TRESORERIE GENERALE.....	642
Délégation de signature du 1 ^{er} septembre 2007.....	642
AUTRES SERVICES.....	644
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	644
Décision du 19 septembre 2007 portant délégation de signature.....	644
Décision du 19 septembre 2007 portant délégation de signature.....	644
Décision du 19 septembre 2007 portant délégation de signature.....	644
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	645
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	645
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 737 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Baccarat.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 767 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Bulligny et Bagneux.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 779 du 7 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Belleville.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2538 du 5 septembre 2007 autorisant EURELIA SAS à exécuter des travaux sur les communes de Fremonville, Repaix et Gogney.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2836 du 4 septembre 2007 autorisant la société MCC PROMO FRANCE à exécuter des travaux sur la commune de Lexy.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2836bis du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3134 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Moutiers.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3509 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4573 du 28 août 2007 autorisant la SNC POLE EUROPE 66, rue du Commerce - 51350 CORMONTREUIL à exécuter des travaux sur la commune de Mont-Saint-Martin.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5616 du 4 septembre 2007 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune d'Ecrouves.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5633 du 31 août 2007 autorisant l'EPCI du bassin de Landres à exécuter des travaux sur la commune de Piennes.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6310 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6659 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ville-en-Vermois.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8149 du 6 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Domgermain et Toul.....	645
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9181 du 7 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy.....	645

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12344 du 5 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Sexey-aux-Forges	646
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13483/B du 6 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	646
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	646
Avis de concours sur titres du 22 septembre 2007 en vue de pourvoir un poste de cadre de santé	646

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET**

Bureau des affaires politiques

Circulaire du 10 septembre 2007 relative à la médaille de la famille française - promotion fête des mères 2008

Circulaire du 14 septembre 2007 relative à la médaille d'honneur régionale départementale et communale promotion du 14 juillet 2007

Circulaire du 19 septembre 2007 relative à la journée nationale d'hommage aux harkis et aux membres des formations supplétives le mardi 25 septembre 2007

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté

Circulaire du 21 septembre 2007 relative à la révision des listes électorales pour l'année 2007 - 2008

Bureau des réglementations

Circulaire du 16 août 2007 relative à la prévention de la délinquance et à la réglementation afférente aux chiens dangereux

Circulaire du 27 août 2007 relative aux bouilleurs de cru - campagne de distillation 2007 - 2008

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile*

Extrait de l'arrêté n° 54/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.) est modifié comme suit :

Au lieu de :

« Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 99-756 du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique. »

Lire :

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Ajouter un 8^{ème} §

8. Les études de sécurité publique, conformément aux articles R. 111-48, R. 111-49, R. 311-5-1, R. 311-6 et R. 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R. 123-45 du code de la construction et de l'habitation.

Art. 2 : Le directeur de cabinet du préfet, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional de l'environnement, le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 55/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : une sous-commission départementale pour la sécurité publique, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par le préfet ou son représentant.

Sont en outre membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-dessous ou leurs suppléants :

- le directeur départemental de la sécurité publique,
- le commandant de groupement de gendarmerie,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le directeur départemental de l'équipement
- trois personnes qualifiées, représentant les constructeurs et les aménageurs, 2° Est également membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :
- le maire de la commune ou son représentant;

Art. 2 : La sous-commission départementale pour la sécurité publique exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- Avis sur les études de sécurité publique, conformément aux articles R. 111-48, R. 111-49, R. 311-5-1, R. 311-6 et R. 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R. 123-45 du code de la construction et de l'habitation.

Art. 3 : Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité publique ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Art. 4 : Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'ouvrage, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Art. 5 : En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

Art. 6 : Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Art. 7 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par la direction départementale de l'équipement.

Art. 8 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Art. 9 : La sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Art. 10 : L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6 sont pris en compte lors de ce vote.

Art. 11 : Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Art. 12 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Art. 13 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007.

Art. 14 : Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 56/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur créée, au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet. Elle peut être présidée également par l'un des membres titulaires prévus au 1 du présent article ou l'adjoint en titre de l'un de ces membres, sous réserve que cet adjoint soit un fonctionnaire de catégorie A, ou un militaire du grade d'officier ou de major.

1. Sont membres avec voix délibérative pour tous les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef de service interministériel de défense et de protection civile ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence ;
- le directeur départemental de l'équipement ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours. Son suppléant doit être titulaire du brevet de prévention.

2. Sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui ;
- les autres représentants des services de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

Art. 2 : La sous-commission départementale pour la sécurité dans les E.R.P. et les I.G.H. exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- examen des projets de construction, d'extension, d'aménagement et de transformation, subordonnés ou non à délivrance de permis de construire, pour les E.R.P. de toutes catégories et les I.G.H.
- visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) desdits établissements - limités aux E.R.P. de 1^{ère} catégorie et aux I.G.H. -, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du C.C.H.)
- délibération, en séance plénière, une fois toutes les trois semaines, sur les avis du groupe de visite de la sous-commission départementale, qui est

chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1ère catégorie et les I.G.H.

- avis sur les demandes de dérogation au règlement de sécurité
- avis, en vue de leur agrément, sur la conformité des E.R.P. flottants et stationnaires (E.F.) et des chapiteaux, tentes et structures itinérants (C.T.S.).

Art. 3 : Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Art. 4 : Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Art. 5 : En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission ne peut délibérer.

Art. 6 : Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée.

Art. 7 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Art. 8 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Art. 9 : Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

Art. 10 : Sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 susvisé, la sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Art. 11 : L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6, sont pris en compte lors de ce vote.

Art. 12 : Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Art. 13 : Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Art. 14 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Art. 15 : La sous-commission n'a pas compétence en matière de solidité.

Art. 16 : Lors de l'examen de la demande de permis de construire prévu à l'article L 421-1 du code de l'urbanisme ou d'autorisation de travaux prévue à l'article R 123-23 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission prend acte de l'engagement, versé au dossier, du maître d'ouvrage de respecter les règles générales de construction, notamment celles relatives à la solidité.

En l'absence de ce document, la sous-commission ne peut examiner le dossier.

Le délai d'instruction recommence à courir à partir du moment où le dossier complet parvient au secrétariat de la sous-commission.

Art. 17 : Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la sous-commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

Art. 18 : La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. ou d'un I.G.H. doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

Art. 19 : Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis 48 heures avant la visite d'ouverture à la sous-commission.

Art. 20 : La sous-commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

Art. 21 : En l'absence des documents visés aux articles 19 et 20, qui doivent être remis avant la visite, la sous-commission ne peut se prononcer.

Art. 22 : Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la sous-commission.

Art. 23 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007. A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, sont abrogées.

Art. 24 : Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 57/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées est composée :

1. D'un membre du corps préfectoral ou du directeur des services du cabinet, président de la sous-commission, avec voix délibérative et prépondérante pour toutes les affaires ; il peut se faire représenter par un membre désigné au 2 du présent article qui dispose alors de sa voix ;
2. De la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et du directeur départemental de l'équipement, avec voix délibérative sur toutes les affaires ;
3. De quatre représentants des associations de personnes handicapées du département, avec voix délibérative sur toutes les affaires ;
4. Pour les dossiers de bâtiments d'habitation et avec voix délibérative, de trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements ;
5. Pour les dossiers d'établissements recevant du public et d'installations ouvertes au public et avec voix délibérative, de trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public ;
6. Pour les dossiers de voirie et d'aménagements des espaces publics et avec voix délibérative, de trois représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics ;
7. Du maire de la commune concernée ou de l'un de ses représentants, avec voix délibérative ;
8. Avec voix consultative, du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou des autres représentants des services de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 2, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Chaque membre peut se faire représenter par un suppléant appartenant à la même catégorie de représentant.

Art. 2 : La sous-commission départementale exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements, conformément aux dispositions des articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-18-10 du code de la construction et de l'habitation ;
- examen des dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et les dérogations à ces dispositions dans les établissements et installations recevant du public, conformément aux dispositions des articles R. 111-19-6, R. 111-19-10, R. 111-19-16, R. 111-19-19 et R. 111-19-20 du code de la construction et de l'habitation ;
- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les lieux de travail, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3 du code du travail.
- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 99-756 du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique.
- visites de réception (article R 111.19.10 du code de la construction et de l'habitation) des établissements recevant du public de 1ère catégorie et avis sur la conformité à l'autorisation de travaux et sur l'autorisation d'ouverture (articles L 111.8.1 et L 111.8.3 dudit code),
- avis sur toutes questions dont le préfet la saisit, notamment en matière de circulation des personnes handicapées et de l'accessibilité à ces personnes des bâtiments de toute nature,

- examen de la conformité à la réglementation des dossiers techniques amiante prévus aux articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du code de la santé publique pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R. 122-2 du code de la construction et de l'habitation et pour les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 de ce même code classés en 1^{re} et 2^e catégorie

Art. 3 : Les avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Art. 4 : Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Art. 5 : Conformément aux règles générales de quorum qui s'appliquent aux commissions administratives, la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative à la sous-commission doit être assurée.

Art. 6 : Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission, ainsi que toute personne qualifiée.

Art. 7 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental de l'équipement.

Art. 8 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Art. 9 : Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123.16 du code de la construction et de l'habitation, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

Art. 10 : Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 relatif à l'homologation des enceintes sportives, la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Art. 11 : L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 12 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 sont pris en compte lors de ce vote.

Art. 12 : Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123.35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission départementale peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Art. 13 : Un compte-rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission, ou à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas communicable à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication de documents administratifs.

Art. 14 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2 du décret sus-visé. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Art. 15 : La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. de 1^{ère} catégorie doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

Art. 16 : La durée du mandat des membres non fonctionnaires de la sous-commission est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son premier suppléant siège pour la durée du mandat restant à courir.

Art. 17 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées sont abrogées.

Art. 18 : Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets de Briey, Lunéville, Nancy, Toul, le directeur départemental de l'équipement, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 58/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est constitué, au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, une sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives, dont la capacité d'accueil en

spectateurs assis est comprise entre 500 et 8 000 en milieu couvert, et entre 3 000 et 30 000 en plein air.

Art. 2 : Sans préjudice des dispositions du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation applicables aux établissements recevant du public, la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- donner son avis sur les demandes d'homologation des enceintes sportives existantes ou à construire, ou des parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, notamment quant à la conformité de l'enceinte et des ouvrages qui la composent aux dispositions et normes techniques relatives à la construction, à la desserte et à l'accès des bâtiments qui leur sont applicables, ainsi qu'au respect de toute prescription particulière rendue nécessaire par la configuration de l'enceinte, son environnement ou l'usage auquel elle est destinée,
- proposer l'effectif maximal des spectateurs qui peuvent être admis simultanément dans l'enceinte, et la répartition de cet effectif par tribune, fixe ou provisoire, et hors tribune,
- déterminer, en fonction de cet effectif et de la configuration de l'enceinte, les conditions d'aménagement d'installations provisoires destinées à l'accueil du public,
- éventuellement, proposer l'aménagement d'un poste de surveillance dans l'enceinte.

Art. 3 : La sous-commission départementale est présidée par un membre du corps préfectoral ou par un membre titulaire de la sous-commission désigné au 1^{er} du présent article.

1. Sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale, selon les zones de compétence
- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours

2. Est membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.

3. Sont membres à titre consultatif en fonction des affaires traitées :

- le représentant du comité départemental olympique et sportif
- les représentants des fédérations sportives concernées
- le représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisation de sports et de loisirs et le propriétaire de l'enceinte sportive
- les représentants des associations des personnes handicapées siégeant à la sous commission départementale pour l'accessibilité, dans la limite de trois membres.

Art. 4 : Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Art. 5 : En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leurs suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

Art. 6 : Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées ou membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

Art. 7 : Les avis de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Art. 8 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports.

Art. 9 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Art. 10 : La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives émet un avis favorable ou un avis défavorable.

Art. 11 : L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 5, sont pris en compte lors de ce vote.

Art. 12 : Un compte-rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur

demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Art. 13 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Art. 14 : La sous-commission départementale ne peut délibérer valablement, que si le dossier de la demande d'homologation est constitué en conformité des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1994 relatif à la procédure d'homologation des enceintes sportives ouvertes au public pour les enceintes sportives à construire ou parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, ou des dispositions de l'article 3 du même arrêté ministériel pour les enceintes sportives existantes à la date du 11 juin 1994.

Art. 15 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives sont abrogées.

Art. 16 : Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 59/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : une sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou l'un des membres titulaires prévus à l'article 4 - alinéa 1 du présent arrêté.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

Art. 2 : La sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- avis sur les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.

Art. 3 : Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Art. 4 : Sont membres avec voix délibérative les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

1 / pour toutes les attributions :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale, selon les zones de compétence
- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- le directeur régional de l'environnement
- le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours

2 / en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné
- les autres fonctionnaires de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1/ ci-dessus, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'autorisation d'aménagement de terrain de camping et de caravane lorsqu'il existe un tel établissement. Le président peut être représenté par un vice-président ou à défaut par un membre du comité ou du conseil de l'établissement public qu'il aura désigné.

3 / est membre avec voix consultative :

- un représentant des exploitants.

Art. 5 : Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Art. 6 : En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou

conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

Art. 7 : Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Art. 8 : Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Art. 9 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Art. 10 : La sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Art. 11 : L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6 sont pris en compte lors de ce vote.

Art. 12 : Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Art. 13 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Art. 14 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution de la sous commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes sont abrogées.

Art. 15 : Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional de l'environnement, le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 60/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est constitué, dans chacun des arrondissements du département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

Art. 2 : La commission d'arrondissement pour la sécurité exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) des E.R.P. autres que ceux de 1^{ère} catégorie, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du code de la construction et de l'habitation)
- examen de toutes questions soumises par le maire de la commune concernée, qui relèvent de sa compétence
- délibération en séance plénière sur les avis du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité, qui est chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. autres que ceux de la 1^{ère} catégorie (R 123-48 du C.C.H.).

La fréquence des séances plénières de la commission d'arrondissement pour la sécurité est fixée comme suit pour chaque arrondissement :

Arrondissements de

- | | |
|-----------|---|
| TOUL | 1 ^{er} jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture |
| LUNEVILLE | 2 ^{ème} jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture |
| BRIEY | 3 ^{ème} jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture |
| NANCY | 4 ^{ème} jeudi de chaque mois au SDIS |

Art. 3 : La commission d'arrondissement pour la sécurité est présidée par le sous-préfet. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral, le directeur de cabinet,

le secrétaire général de la sous-préfecture ou par un fonctionnaire du cadre national des préfetures de catégorie A ou B désigné par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Sont membres de la commission d'arrondissement pour la sécurité avec voix délibérative les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef de la circonscription de sécurité publique ou le commandant de compagnie de gendarmerie territorialement compétent
- un agent de la direction départementale de l'équipement
- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention
- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.
- un représentant de l'inspection générale de sécurité incendie de la SNCF en ce qui concerne les locaux accessibles au public situés sur le domaine public du chemin de fer (ERP type GA).

Art. 5 : En cas d'absence d'un des membres désignés à l'article 4, la commission d'arrondissement pour la sécurité ne peut émettre d'avis.

Art. 6 : Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

Art. 7 : Le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ; à défaut par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Art. 8 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Art. 9 : Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément aux dispositions de l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la commission.

Art. 10 : La commission d'arrondissement pour la sécurité émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Art. 11 : L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 12 : Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Art. 13 : Un compte rendu est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Art. 14 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Art. 15 : La saisine par le maire de la commission d'arrondissement pour la sécurité en vue de l'ouverture d'un E.R.P., y compris les établissements itinérants, doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la commission en informe immédiatement le maire.

Art. 16 : La commission d'arrondissement pour la sécurité n'a pas compétence en matière de solidité.

Art. 17 : Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité
- l'attestation du bureau de contrôle lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

Art. 18 : Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis à la commission.

Art. 19 : En l'absence des documents visés aux articles 17 et 18, qui doivent être remis avant la visite, la commission ne peut se prononcer.

Art. 20 : La commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

Art. 21 : Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la commission.

Art. 22 : Le président de la commission tient informée la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. de la liste des établissements et des visites effectuées.

Le président de la commission d'arrondissement présente un rapport d'activité à la sous-commission départementale au moins une fois par an.

Art. 23 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007. A cette même date, les dispositions des arrêtés préfectoraux des 4 octobre 2004, relatives aux commissions de sécurité d'arrondissement, sont abrogées.

Art. 24 : Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 61/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif au groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : un groupe de visite, créé, au sein de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., est chargé des contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1^{ère} catégorie et les I.G.H.

Art. 2 : Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants, titulaire du brevet prévention
- le directeur départemental de l'équipement ou l'un de ses suppléants,
- le commandant du groupement de gendarmerie départemental ou le directeur départemental de la sécurité publique ou l'un de leurs suppléants,
- le maire ou l'adjoint désigné ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

Art. 3 : En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la sous-commission départementale ne procède pas à la visite.

Art. 4 : Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la sous-commission départementale sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission départementale. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Art. 5 : Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2 est rapporteur du groupe de visite devant la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., en séance plénière.

Art. 6 : Le secrétariat est assuré par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Art. 7 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution du groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.) sont abrogées.

Art. 8 : Le directeur de cabinet, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 62/2007/SIDPC du 27 septembre 2007 relatif au groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : un groupe de visite, créé, au sein de chaque commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., est chargé des attributions suivantes :

- contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions réglementaires et réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. du 1^{er} groupe, autres que ceux de la 1^{ère} catégorie ;
- éventuellement, visites des E.R.P. de 5^{ème} catégorie sur demande des maires (R 123-14 du C.C.H.), en priorité ceux comportant des locaux à sommeil.

Art. 2 : Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou un de ses suppléants ;
- un agent de la direction départementale de l'équipement, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou l'un de ses suppléants ;
- le commandant de la compagnie de gendarmerie ou le chef de la circonscription locale de sécurité publique ou l'un de leurs suppléants ;
- le maire ou l'adjoint désigné par lui ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

Art. 3 : En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité ne procède pas à la visite.

Art. 4 : Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la commission d'arrondissement pour la sécurité sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Art. 5 : Un sapeur-pompier préventionniste, membre de la commission d'arrondissement ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2, est rapporteur du groupe de visite devant la commission d'arrondissement, lors de sa séance plénière.

Art. 6 : Le secrétariat est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ou, à défaut, par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Art. 7 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} octobre 2007. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) sont abrogées.

Art. 8 : Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain pour la surveillance et la prévention des risques miniers et l'exécution de travaux de mise en sécurité

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'accéder aux galeries minières pour assurer, dans un premier temps, la mise en œuvre immédiate d'une surveillance régulière, puis ensuite l'exécution de travaux de mise en sécurité par le comblement de la zone concernée,

Considérant la nécessité, à cet effet, d'une occupation temporaire de la parcelle appartenant à M. et Mme MATEOS, demeurant 10, rue des Déportés à VILLERUPT, référencée n°307, section AR au cadastre de la commune de VILLERUPT,

Considérant qu'aucun accord amiable n'a été trouvé entre M. MATEOS et GEODERIS dans le délai de 15 jours précité,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les services de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, ainsi que du groupement d'intérêt public GEODERIS et du département de prévention et de sécurité minière du BRGM, intervenant pour le compte de l'Etat, sont autorisés à occuper, jusqu'au 31 décembre 2008, le terrain de M. et Mme MATEOS désigné à l'article 2 en vue de procéder à la surveillance et aux travaux de mise en sécurité des ouvrages miniers.

La présente autorisation s'exerce également au bénéfice de tout opérateur agissant pour le compte des services ci-dessus en application de marchés publics intervenus aux fins de la surveillance ou de la mise en sécurité rendues nécessaires.

Art. 2 : Le terrain concerné par l'occupation temporaire est la parcelle référencée n°307, section AR au cadastre de la commune de VILLERUPT.

Art. 3 : L'Etat prend la responsabilité des dommages qui pourraient résulter de l'occupation temporaire de la parcelle. A l'issue de la surveillance et de la mise en sécurité des ouvrages miniers les lieux feront l'objet de la remise en état éventuellement rendue nécessaire.

Art. 4 : Eu égard aux enjeux de sécurité publique mis en évidence et à la nécessité, en conséquence, de ne pas différer la surveillance des ouvrages miniers, la présente autorisation est d'effet immédiat, avec versement à M. et Mme MATEOS d'une indemnité forfaitaire et définitive de deux cents euros au titre du préjudice subi.

Toutefois, en cas de désaccord du propriétaire du sol sur ce montant, l'indemnité qui précède prendrait alors un caractère provisoire et l'indemnité à laquelle pourrait prétendre M. et Mme MATEOS serait ultérieurement déterminée, comme il est prévu à l'article 72 du code minier, par le juge de l'expropriation.

Art. 5 : Le présent arrêté est susceptible, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, de recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou de recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Art. 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi que le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. et Mme MATEOS et dont copie sera adressée pour information au sous-préfet de Briey et au maire de Villerupt.

Nancy, le 14 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté du 12 septembre 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du jeudi 4 octobre 2007.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 12 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007

Réunie le 12 septembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL MEET, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 106,49 m² de vente d'une supérette à l'enseigne MARCHÉ PLUS à NANCY, 9 avenue du général Leclerc, portant la surface totale de vente à 399,42 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 12 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007

Réunie le 12 septembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI FLEFRO, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de cuisines et bains à l'enseigne HYGENA à FLEVILLE-DEVANT-NANCY de 482 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007

Réunie le 12 septembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI FLEFRO, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de luminaires à l'enseigne LAURIE LUMIERE à FLEVILLE-DEVANT-NANCY de 590 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2007

Réunie le 12 septembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI FLEFRO, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de literie à l'enseigne Literie BATTISTINI à FLEVILLE-DEVANT-NANCY de 740 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 28 août 2007 (Meuse) et du 7 septembre 2007 (Meurthe-et-Moselle) approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes « EPCI du bassin de Landres »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Meuse

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes « EPCI du Bassin de Landres ». Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et Verdun et le président de la communauté de communes « EPCI du Bassin de Landres » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 7 septembre 2007

Bar-le-Duc, le 28 août 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Thomas CAMPEAUX

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 11 septembre 2007 autorisant l'adhésion de Brouville au syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'adhésion de Brouville au syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville est autorisée.

Art. 2 : Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 11 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Gerbéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le régime forestier est appliqué à la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après

Département : MEURTHE-ET-MOSELLE

Personne morale propriétaire : commune de GERBEVILLER

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro des parcelles	Lieux-dits		
C8	581	La Pierre Borne	0,1228	Frambois
C6	583	Le Haut du Mont	0,0143	
		Total	0,1371	

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNÉVILLE, le maire de la commune de GERBEVILLER et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'office national des forêts sont chargés, chacun en

ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Val-et-Chatillon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le régime forestier est appliqué à la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après

Département : MEURTHE-ET-MOSELLE

Personne morale propriétaire : commune de VAL-ET-CHATILLON

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro des parcelles	Lieux-dits		
B	332 partie	Champs du Bois	0,0783	Val-et-Chatillon
B	Partie du chemin	Champs du Bois	0,0342	
	Gratien Lorrain	Total	0,1125	

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNÉVILLE, le maire de la commune de VAL-ET-CHATILLON et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2007 autorisant l'adhésion de Vennezey au syndicat intercommunal à vocations multiples du pays de Meurthe et Mortagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'adhésion de Vennezey au SIVOM du pays de Meurthe et Mortagne est autorisée.

Art. 2 : Le sous-préfet de Lunéville, le président du SIVOM du pays de Meurthe et Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 14 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Sous-préfecture de Toul

Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Favières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : sont soumises au régime forestier les parcelles de terrains désignées au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : commune de FAVIERES

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéros des parcelles	Lieux-dits		
A	4	Bois de la Grande Chanois	0 ha 36 a 00	Favières
A	5	id	0 ha 09 a 90	
A	portion chemin	id	0 ha 10 a 01	
A	portion chemin	id	0 ha 31 a 49	
A	portion chemin	id	0 ha 06 a 99	
E	3	Le Quart en réserve de Favières	0 ha 48 a 00	
E	5		0 ha 59 a 20	
E	portion chemin		0 ha 04 a 13	
E	portion chemin		0 ha 03 a 51	
E	portion chemin		0 ha 02 a 22	
E	portion chemin		0 ha 12 a 10	
E	portion chemin		0 ha 02 a 06	
		Total	2 ha 25 a 61	

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de TOUL et M. le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle Sud de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de SEXEY-AUX-FORGES.

Toul, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Philippe GAZAGNE

Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Lay-Saint-Remy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : est soumise au régime forestier la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : commune de LAY-SAINT-REMY

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro de la parcelle	Lieu-dit		
ZD	4 en partie	Le pâtis de la Mare	4 ha 81 a 36 4 ha 81 a 36	Lay-Saint-Remy

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de TOUL et M. le directeur de l'agence de Meruthe-et-Moselle Sud de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de LAY-SAINT-REMY.

Toul, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Philippe GAZAGNE

Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2007 portant application du régime forestier dans la commune de Sexey-aux-Forges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : sont soumises au régime forestier les parcelles de terrains désignées au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : commune de SEXEY-AUX-FORGES

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéros des parcelles	Lieux-dit		
AE	203	Aux Forges	0 ha 10 a 70	Sexey-aux-Forges
AE	204	Aux Forges	0 ha 15 a 40	
AE	205	Aux Forges	0 ha 04 a 95	
			0 ha 31 a 05	

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de TOUL et M. le directeur de l'agence de Meruthe-et-Moselle Sud de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de SEXEY-AUX-FORGES.

Toul, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Philippe GAZAGNE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 65 du 6 septembre 2007 portant désignation des membres de la commission régionale paritaire relative à l'organisation de la permanence des soins dans les établissements publics de santé et dans les établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition de la commission régionale paritaire relative à l'organisation de la permanence des soins dans les établissements publics de santé et dans les établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes est fixée ainsi qu'il suit :

Au titre de la représentation des praticiens hospitaliers :

- 2 représentants C.P.H. (confédération des praticiens hospitaliers)

. M. le Dr SONDAG

. M. le Dr SCHANG

- 2 représentants I.N.P.H. (intersyndicat national des praticiens hospitaliers)

. M. le Dr GARRIC

. M. le Dr BEAU

- 2 représentants C.M.H. (coordination médicale hospitalière)

. M. le Pr BOLLAERT

. M. le Dr PIDOLLE

- 2 représentants S.N.A.M. H.P. (syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux publics)

. M. le Dr SCOTTON

. M. le Dr BOURSIER

Au titre de la représentation des institutionnels et des administrations :

- le directeur de l'A.R.H.

. M. Jean-Yves GRALL

- le représentant de la conférence des directeurs de C.H.U.

. M. Benoît PERICARD

- le représentant de la conférence des directeurs de C.H.

. M. Bruno CARRIERE

- le représentant de la conférence des présidents de C.M.E. de C.H.U.

. M. le Pr SCHMUTZ

- le représentant de la Conférence des présidents de C.M.E. de C.H.

. M. le Dr MONTINET

- le représentant de la conférence des présidents de C.M.E. de C.H.S.

. M. le Dr SCHMITT

- le représentant de la F.H.F.

. M. Yves BOUYSSSET

- le médecin inspecteur régional par intérim

. M. le Dr DOUMERGUE

Art. 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région, des préfectures des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges.

Nancy, le 6 septembre 2007

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,

Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 39/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)2 989 678 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 40/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6459

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)3 189 837 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 41/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6665

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 425 863 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication

conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 42/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6780

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.)1 076 630 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 43/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8364

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.)1 590 793 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 44/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8737

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.)1 636 685 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs

de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 45/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9503

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.)579 159 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 46/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9578

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.)1 952 358 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 47/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9586

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.)2 327 548 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 48/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 0782

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 646 004 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey-Lay-Saint-Christophe sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 49/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 2747

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 1 125 717 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 50/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3158

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 149 756 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 51/2007 du 3 avril 2007 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3836

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2007 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 218 611 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint-Eloi sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 avril 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/54 du 24 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS E.J. : 540 020 112

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

12 – Chirurgie	1 160.00 €
90 – Chirurgie ambulatoire	1 100.00 €
20 – Spécialités coûteuses	1 830.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

40 € par jour pour la 12 – Chirurgie
38 € par jour pour la 90 – Chirurgie ambulatoire
64 € par jour pour les 20 – Spécialités coûteuses

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/55 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital - Joeuf

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Conformément aux deux tableaux (MCO et HAD) figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 532 898 € soit :

532 898 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
0 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 223 885 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 92 352 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 316 237 €.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 47 436 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 31 624 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 237 177 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/56 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.R.L.C.C. A. Vautrin - Vandoeuvre

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 5 124 003 € soit :

3 803 282 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
1 224 855 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
95 866 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 4 318 640 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 1 130 648 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 5 449 288 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 817 393 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 544 929 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 4 086 966 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDEOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/57 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement SINCAL

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 521 505 € soit :

2 949 882 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
17 943 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
553 680 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 4 704 950 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 1 278 000 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 5 982 950 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 897 443 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 598 295 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 4 487 212 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/58 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.H.U. de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 40 779 668 € soit :

33 362 546 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
4 846 156 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
2 570 966 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 44 389 490 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 13 928 848 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 58 318 338 €.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 8 747 751 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 5 831 834 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 43 738 753 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/59 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital - Baccarat

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 91 569 € soit :

82 588 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
8 981 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
0 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 54 385 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 17 600 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 71 985 €.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 10 798 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 7 199 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 53 988 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/60 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 417 674 € soit :

4 401 384 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,

8 715 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
7 575 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 3 649 660 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 1 220 928 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 4 870 588 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 730 588 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 487 059 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 3 652 941 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/61 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier - Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 132 301 € soit :

2 112 654 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
19 647 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
0 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 1 495 470 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 400 580 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 1 896 050 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 284 408 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 189 605 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 1 422 037 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/62 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier - Lunéville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 590 397 € soit :

2 528 746 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
58 431 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
3 220 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 2 922 336 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 812 831 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 3 735 167 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 560 275 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 373 517 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 2 801 375 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/63 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier - Pont-à-Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 024 200 € soit :

1 021 889 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant,
2 106 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
205 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 915 150 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 306 532 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 1 221 682 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 183 252 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 122 168 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 916 262 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/64 du 25 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement J. Parisot - Bainville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 136 675 € soit :

136 675 € au titre de la part tarifée à l'activité (HAD),
0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
0 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : Aucune avance n'a été consentie à l'établissement en 2005, L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 77 799 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 77 799 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 11 667 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 7 780 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 58 352 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/65 du 29 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement MH Saint-Charles

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 266 596 € soit :

266 596 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant, 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques, 0 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 121 395 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 30 840 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 152 235 €.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 22 835 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 15 224 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 114 176 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/66 du 29 mai 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement AH du Bassin Longwy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 399 893 € soit :

4 249 899 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant, 100 550 € au titre des spécialités pharmaceutiques, 49 444 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 4 295 820 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 1 567 884 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 5 863 704 €.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 879 550 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 586 376 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 4 397 778 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/67 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'AH du Bassin de Longwy à compter du 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 001 096 - Entité Juridique : 540 000 866

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

11 - Médecine	545.80 €
12 - Chirurgie	586.30 €
13 - Psychiatrie adulte	320.00 €
20 - Spécialités coûteuses	1197.70 €

Moyen séjour

30 - Soins de suite et de réadaptation	177.00 €
33 - Placement familial thérapeutique	177.90 €
34 - Appartements thérapeutiques	49.10 €

Hospitalisation de jour

50 - Hospitalisation de jour (cas général)	538.00 €
--	----------

52 - Dialyse	701.00 €
--------------	----------

54 - Hôpital de jour psychiatrie adulte	176.70 €
---	----------

70 - Hospitalisation à Domicile	190.60 €
---------------------------------	----------

90 - Chirurgie ambulatoire

Régimes particuliers :

Obstétrique	597.30 €
-------------	----------

Médecine	584.80 €
----------	----------

Chirurgie	625.30 €
-----------	----------

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'AHBL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/67bis du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Jacques Parisot à compter du 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Établissement : 540 000 668 - Entité Juridique : 540 006 707

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Moyen séjour

30 – Soins de suite et réadaptation	410.00 €
-------------------------------------	----------

Hospitalisation de jour

50 - Hospitalisation de jour (cas général)	200.00 €
--	----------

56 - Hospitalisation de jour rééducation (séance)	49.00 €
---	---------

70 - Hospitalisation à Domicile	202.00 €
---------------------------------	----------

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques PARISOT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/68 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 106 - N° FINESS Établissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

11 : Médecine	477,35 €
---------------	----------

12 : Chirurgie	884,63 €
----------------	----------

Moyen séjour

30 : Soins de Suite et de Réadaptation	280,00 €
--	----------

Anesthésie et chirurgie ambulatoire

90 : Anesthésie et chirurgie ambulatoire	609,23 €
--	----------

Autre

Supplément structure libérale	30.49 €
-------------------------------	---------

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/69 du 29 mai 2007 modifiant l'arrêté n° 07/53 du 18 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation à compter du 1^{er} mai 2007 - N° FINESS Établissement : 540 019 726 - Entité Juridique : 540 009 701

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté n° 07/53 du 18 mai 2007 sus-visé est modifié ainsi qu'il suit :

50 – Forfait de réadaptation de soins externes 136.09 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Institut Régional de Réadaptation sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/70 du 5 juin 2007 fixant les recettes d'activité du premier trimestre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH BRIEY

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 923 783 € soit :

4 448 693 € au titre de la part tarifée à l'activité, au titre de l'exercice courant, 358 701 € au titre des spécialités pharmaceutiques, 116 389 € au titre des produits et prestations.

Art. 2 : L'avance consentie en 2005 qui est égale au montant de la différence entre les sommes versées par la caisse d'assurance maladie sur la base de la dotation globale de 2004, de janvier à mai en 2005 et les sommes dues au titre de la dotation annuelle de financement, de la dotation de financement des missions d'intérêt général, de la dotation annuelle complémentaire et des forfaits annuels pour la même période, est de 4 549 050 €.

L'avance consentie en 2006, qui est égale à la différence entre les sommes versées en 2006 sur la base de la dotation annuelle complémentaire de 2005 et le montant des sommes dues au même titre pour la même période, est de 1 234 536 €.

Le montant total des avances consenties en 2005 et 2006 est de 5 783 586 €. En application de l'article 8 de l'arrêté du 30 mars 2007 sus visé, le montant à déduire du montant mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté lors du versement du 5 juillet 2007 est de 867 538 € et le montant à déduire lors du versement du 5 août 2007 est de 578 359 €.

Le solde des avances de 2005 et de 2006 au 5 août 2007 est de 4 337 689 €.

Art. 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 juin 2007

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/71 du 6 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 031 - N° FINESS Établissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète	
12 : Gynécologie-Obstétrique	1 340.00 €
20 : Réanimation Adultes	1 420.00 €
21 : Médecine néonatale et réanimation néonatale.	1 720.00 €
Hospitalisation de jour	
50 : Hospitalisation de jour.	690.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maternité Régionale d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 52.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

Gynéco-Obstétrique

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maternité Régionale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/72 du 7 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Lunéville au 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 080 - N° FINESS Établissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète	
11 : Médecine et Obstétrique	1 090.00 €
12 : Chirurgie et gynécologie	1 180.00 €
20 : Spécialités coûteuses	1 900.00 €
Hospitalisation de jour	
50 : Hôpital de jour gériatrique	1 040.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de Lunéville d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 36.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

Obstétrique

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/73 du 7 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Toul au 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 049 - N° FINESS Établissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour	
11 : Médecine	522.00 €
12 : Chirurgie ou gynécologie obstétrique	783.00 €
Hospitalisation de jour	
50 : Médecine et gynécologie- obstétrique	450.00 €
Anesthésie et chirurgie ambulatoire	
90 : Chirurgie ambulatoire	647.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de Toul d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 37.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

11 Médecine 12 Chirurgie 12 Maternité

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Toul, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 0774 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à compter du 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148 - Entité Juridique : 540 019 007

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 – Médecine	291,63 €
30 – Soins de suite et réadaptation	237,07 €
19 – S.M.S.C.	300,22 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTÉ sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 0775 du 11 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey au 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins , l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour	
11 : Médecine	361.67 €
30 : Soins de suite et réadaptation	409.07 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 0776 du 12 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de Joeuf à compter du 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104 - Entité Juridique : 540 000 882

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour	
11 - Médecine	406,25 €
Moyen séjour	
30 - Soins de suite polyvalents	272,81 €
19 - Soins palliatifs	451,29 €
Hospitalisation de jour	
50 - Hospitalisation de jour (cas général)	319,08 €
70 - Hospitalisation à Domicile	227,05 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'AH de Joeuf sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 0777 du 12 juin 2007 qui annule et remplace l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 0774 du 29 mai 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à compter du 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148 - Entité Juridique : 540 019 007

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 – Médecine	291,63 €
30 – Soins de suite et réadaptation	237,07 €
19 – S.M.S.C.	300,22 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTÉ sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 0778 du 20 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070 - Entité Juridique : 540 000 767

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète	
11 – Médecine	767.25 €
12 – Chirurgie et gynécologie-obstétrique	912.85 €
20 – Spécialités coûteuses	1 972.30 €
30 – Moyen Séjour	343.30 €
31 – Médecine physique et réadaptation	611.28 €
13 – Psychiatrie adultes	488.35 €
33 – Psychiatrie Infanto-juvénile (PFT)	339.98 €
Hospitalisation de jour	
56 – Médecine physique et réadaptation	413.18 €
54 – Psychiatrie Hospitalisation de jour	437.61 €
60 – Psychiatrie Hospitalisation de nuit	163.10 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (

Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du CH de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle. Nancy, le 20 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/79 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 317 916 € soit :

1) 1 310 656 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 198 718 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

166 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 390 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

107 382 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 4 871 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 2 389 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/80 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 049 - N° FINESS : Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 788 948 € soit :

1) 682 758 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

601 396 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

13 964 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 023 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

66 960 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

-585 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 106 190 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/81 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 816 984 € soit :

1) 794 304 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

725 399 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

12 772 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 651 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

54 482 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 20 654 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 2 026 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/82 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 361 371 € soit :

1) 360 052 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

328 892 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

9 806 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

339 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

20 811 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

204 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 1 319 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/83 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 72 717 € soit :

72 717 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

71 402 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

1 315 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/84 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 53 797 € soit :

53 797 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

53 797 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
 Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 L'Inspecteur principal,
 Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/85 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 564 668 € soit :

1) 1 423 404 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 297 623 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

17 889 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 478 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

104 018 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 396 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 102 913 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 38 351 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 L'Inspecteur principal,
 Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/86 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 423 858 € soit :

1) 1 385 187 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 279 078 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

15 626 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 806 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

88 677 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 27 232 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 11 439 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière du BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 L'Inspecteur principal,
 Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/87 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joeuf - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 185 903 € soit :

1) 185 680 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

73 208 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

112 472 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2) 223 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 L'Inspecteur principal,
 Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/88 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité Juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 14 980 304 € soit :

1) 12 709 008 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

11 493 595 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

53 637 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

6 122 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

1 122 255 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

33 399 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

2) 1 383 187 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 888 109 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 L'Inspecteur principal,
 Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/89 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre - N° FINESS Entité Juridique : 540 003019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 881 545 € soit :

1) 1 460 079 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 357 704 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

101 620 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

755 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 417 133 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 4 333 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Alexis VAUTRIN-VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 L'Inspecteur principal,
 Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/90 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité Juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 18 386 € soit :

1) 23 668 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

23 668 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2) - 5 282 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/91 du 22 juin 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'avril 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité Juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 538 899 € soit :

1) 1 389 175 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 212 659 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

5 350 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

171 166 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 55 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 149 669 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au S.I.N.C.A.L. et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/92 du 25 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont compter du 1^{er} juillet 2007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726 - Entité Juridique : 750 721 334

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète 293.76 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/93 du 25 juin 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1^{er} juin 2007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312 - Entité Juridique : 540 000 114

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juin 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 – Service de suite et réadaptation 224.99 €

13 – Hospitalisation complète psychiatrie 349.39 €

54 – Hospitalisation de jour psychiatrie 56.55 €

60 – Hospitalisation de nuit psychiatrie 250.89 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/94 du 9 juillet 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1^{er} juillet 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2007 seront appliqués pour la facturation des soins , l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

20 : Spécialités coûteuses 1 077.00 €

Hospitalisation de jour

51 : Hôpital de jour 718.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Alexis Vautrin d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 50.00 € par jour.

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Alexis Vautrin sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/95 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/15 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 71 876 219 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/96 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/16 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 525 136 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/97 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/17 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faulx pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 890 999 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/98 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/18 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 522 174 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/99 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/19 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Pariset de Bainville sur Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Pariset de Bainville sur Madon est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 14 684 087 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/100 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/21 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de Neuves-Maisons est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 944 630 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/101 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/22 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au C.O.C.E.E. de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du C.O.C.E.E. de Flavigny est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 6 820 972 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/102 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/23 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 489 659 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/103 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/24 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 37 281 918 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/104 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/25 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 744 514 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/105 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/26 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la MATERNITE REGIONALE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 15 216 807 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 423 363 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/106 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/27 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 6 404 261 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 982 204 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/107 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/28 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de BACCARAT est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 260 601 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 29 659 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/108 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/29 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 9 976 777 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 869 741 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/109 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/30 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 4 270 105 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé 721 370 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 571 558 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/110 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/31 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 718 223 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 554 435 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 116 710 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/111 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/32 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 16 804 449 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 7 983 172 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 422 069 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/112 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/33 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 17 843 340 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 581 245 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 583 794 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/113 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/34 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de JOEUF est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 1 575 721 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 278 041 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX),

dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/114 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/35 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 13 825 016 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 13 074 551 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/115 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/36 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 153 819 677 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 588 948 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 86 570 673 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 244 556 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/116 du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté N° 07/37 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 10 354 525 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 144 750 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 347 452 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 18 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/130 du 25 juillet 2007 annulant et remplaçant l'arrêté N° 07/113 du 18 juillet 2007 modifiant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité Juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de JOEUF est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 832 972 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 575 721 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 278 041 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 juillet 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté n° 24 du 3 septembre 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Quatre représentants désignés par le conseil municipal
Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2008,
Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2008,
Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2008,
Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANOEUVRE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général
Madame Nicole CREUSOT, Vice Présidente du Conseil Général, fin du mandat en avril 2008,
Monsieur Mathieu KLEIN, Vice Président du Conseil Général, fin du mandat en avril 2008.
- 5 Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional
Monsieur René MANGIN, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Patrick HATZIG, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président de la CME
Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie - Hôpitaux Maringer/Villemin-Fournier, fin du mandat en mars 2011.
- 7 Cinq autres membres de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Luc ANDRE, Service de Médecine Infantile à l'Hôpital d'Enfants, fin du mandat en mars 2011,
Madame Isabelle MAY, Responsable du Pôle Pharmacie-Hôpital d'Enfants, fin du mandat en mars 2011,
Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Responsable du Pôle Enfant-Hôpital d'Enfants, fin du mandat en mars 2011,
Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, Service de Médecine Nucléaire-Hôpital Central, fin du mandat en mars 2011,
Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI, Service de Psychologie Médicale - Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2011.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-technique
Madame Annie CHERY, carde supérieur de santé, fin du mandat en octobre 2009.
- 9 Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Alex GORGE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Personne qualifiée en attente de nomination,
Monsieur le Docteur Yves KESSLER, médecin non hospitalier, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical
Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, fin du mandat en juin 2008.
- 12 Trois représentants des usagers
Madame Nathalie TRABUCCO, représentant l'Association des Paralysés de France, fin du mandat en juillet 2012,
Monsieur Jean-Paul LACRESSE, représentant l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en juin 2012

3^{ème} personne en attente de nomination.

13 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée

Madame Salima SERANDOUR, fin du mandat en novembre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 23 mai 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier universitaire de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation et par délégation,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

Extrait de l'arrêté n° 2007-001 du 2 août 2007 de reconnaissance du service inspection du centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

ARRETE

Art. 1^{er} : Le service inspection de la société Electricité de France - centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson est reconnu, au sens de l'article 19 du décret du 13 décembre 1999 susvisé, jusqu'au 2 août 2010.

Art. 2 : Le service inspection cité à l'article 1^{er} est autorisé, sous sa responsabilité et dans les limites prévues par le guide professionnel approuvé par la décision du 5 mai 2004 susvisée, à définir pour les équipements sous pression de l'établissement :

- la périodicité des inspections périodiques et des requalifications périodiques sans que celles-ci ne puissent excéder, respectivement, 6 ans et 12 ans.
- la nature des opérations d'inspection périodique et de requalification périodique.

Les autres équipements sous pression de l'établissement, qui ne font pas l'objet d'un plan d'inspection, sont placés sous la surveillance du service inspection. En particulier, les extincteurs et les appareils respiratoires isolants seront suivis selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé.

Toute modification ou extension de la portée de la présente reconnaissance devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

Art. 3 :

§ 1 Le service inspection cité à l'article 1^{er} assure la direction des actions d'inspection planifiées et systématiques assurant la sécurité des équipements sous pression exploités dans l'établissement, selon les modalités prévues par le système documentaire établi à cette fin par la société Electricité de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

§ 2 La vérification de l'application du présent arrêté est effectuée par les agents de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, dans les conditions prévues par la circulaire du 21 mai 2003 susvisée.

§ 3 La société Electricité de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson prend les mesures nécessaires pour que ces agents aient libre accès dans les locaux, ateliers ou dépendances de son établissement précité et doit leur communiquer, sur leur demande, tout document nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

§ 4 La société Electricité de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson est responsable de l'évolution, notamment en cas de modification de la réglementation, des dispositions citées au § 1^{er} ci avant. Toute modification notable de ces dispositions est transmise préalablement au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

Art. 4 : En cas de manquement aux obligations précitées, il sera fait application des sanctions prévues au paragraphe IV-5 de la circulaire du 21 mai 2003 susvisée.

Art. 5 : La demande de renouvellement de la présente reconnaissance, doit être déposée par la société de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, six mois au moins avant l'échéance fixée à l'article 1^{er} ci avant.

Art. 6 : Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Metz, le 2 août 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de division,
Norbert LAMBIN

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté du 31 août 2007 portant agrément provisoire n° 168 de l'entreprise de transport sanitaire SARL à associé unique AMBULANCE TOUL AMBULANCES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur LUBRANIECKI Mathieu est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;
- que l'agrément ne pourra être définitif qu'après avis du sous-comité des transports sanitaires ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée, à titre provisoire, pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

SARL à associé unique
AMBULANCE TOUL AMBULANCES
25 avenue du Général Leclerc
54200 DOMMARTIN-lès-TOUL

exploitée par Monsieur LUBRANIECKI Mathieu, gérant de la société.

Cet agrément est provisoire pour une durée d'un mois.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé au titulaire de l'agrément, au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 31 août 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice,
Michèle HERIAT

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de l'arrêté n° 2007/299 du 13 septembre 2007 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2007 dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Dans chacune des zones définies est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect de la conditionnalité. De la même manière sont définies des plages non optimales de chargement.

L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2 : Pour chacune des plages de chargement, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé conformément aux montants précisés à l'annexe 2 du présent arrêté ;

Art. 3 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans l'arrêté préfectoral du 28 mars 2007 fixant les normes usuelles de la région.

Art. 4 : Un arrêté préfectoral ultérieur fixera le stabilisateur départemental qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribué à chaque bénéficiaire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le délégué régional du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) sont chargés ; chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de la décision du 11 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Courcelles - Demande d'autorisation d'exploiter n°2300

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Eperviers composé de Messieurs BOTTIN Xavier et David est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 11 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2308

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2 B du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que, selon cet article, la demande de Monsieur FRISER Benoît, dont la motivation est l'agrandissement (priorité 6), est moins prioritaire que les demandes de MM. MOUGENOT et DOYEN motivées par des installations aidées (priorité 1) qui n'ont pas souhaité retirer leur candidature sur ces terrains,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur FRISER Benoît n'est pas autorisé à exploiter 21,87 ha (parcelles 54012 ZB 16 - ZC9/10 - ZD 1 - 54089 ZC 3) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRISER Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRISER Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BOUXIERES AUX CHENES - AMANCE pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Amance - Bouxières-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2262

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que chacune des concurrences porte sur des biens de surface supérieures à 18 ha, les rangs de priorité sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que, selon cet article, la demande du GAEC du Pain de Sucre, dont la motivation est l'agrandissement (priorité 6), est moins prioritaire que les demandes de MM. MOUGENOT, PERRIN et DOYEN motivées par des installations aidées (priorité 1) qui n'ont pas souhaité retirer leur candidature sur ces terrains,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU PAIN DE SUCRE composé de Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne et Vincent n'est pas autorisé à exploiter 88,13 ha (parcelles Nombreuses parcelles) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU PAIN DE SUCRE (Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne et Vincent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne et Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AMANCE - BOUXIERES AUX CHENES pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ugné - Chénieres - Baslieux - Demande d'autorisation d'exploiter n°1990

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les deux demandes étant motivées par l'agrandissement d'exploitation de tailles similaires (73,75 unités SCOP/UMO pour l'EARL du SAINTIGNON et 87,6 pour le GAEC de la CROIX OURY) relèvent du même rang de priorité (priorité 1 de l'article 2A),

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DU SAINTIGNON composé de Madame et Monsieur Dominique et Laurent PIERCON est autorisé à exploiter 22,73 ha (parcelles 54049 ZI47 - 54127 ZH110 - 54537 ZE 8/13/16) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL DU SAINTIGNON (Madame et Monsieur Dominique et Laurent PIERCON).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Monsieur Dominique et Laurent PIERCON, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - UGNY - CHENIERES - BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ugné - Chénieres - Baslieux - Demande d'autorisation d'exploiter n°1710

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les deux demandes étant motivées par l'agrandissement d'exploitation de tailles similaires (73,75 unités SCOP/UMO pour l'EARL du SAINTIGNON et 87,6 pour le GAEC de la CROIX OURY) relèvent du même rang de priorité au regard du schéma des structures (priorité 1 de l'article 2A),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DE LA CROIX OURY composé de Madame, Monsieur SAUVAGE Armelle et Olivier est autorisé à exploiter 17,96 ha (parcelles 54049 ZI 47 - 54127 ZH 110 - 54537 ZE 7/8/13/16) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA CROIX OURY (Madame, Monsieur SAUVAGE Armelle et Olivier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur SAUVAGE Armelle et Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - UGNY - CHENIERES - BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Rozelieures - Demande d'autorisation d'exploiter n°2250

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieures à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2 A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les demandes de MM. GROSJEAN et VUILLAUME sont motivées par des agrandissements sur des exploitations de taille inférieure à 150 utés SCOP/UMO sont de même rang de priorité mais, qu'en revanche, avec 166,4 utés SCOP/UMO, l'exploitation de M. HUMBERT dépasse ce seuil et relève par conséquent d'un niveau de priorité inférieur,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur GROSJEAN Philippe est autorisé à exploiter 4,59 ha (parcelles 54467 ZD 42/50 - ZH 12 - 54471 ZA21) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur GROSJEAN Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GROSJEAN Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINT BOINGT - ROZELIEURES pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Rozelieures - Demande d'autorisation d'exploiter n°2275

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieures à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2 A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les demandes de MM. GROSJEAN et VUILLAUME sont motivées par des agrandissements sur des exploitations de taille inférieure à 150 utés SCOP/UMO sont de même rang de priorité mais, qu'en revanche, avec 166,4 utés SCOP/UMO, l'exploitation de M. HUMBERT dépasse ce seuil et relève par conséquent d'un niveau de priorité inférieur,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de l'Angle composé de Monsieur HUMBERT Jérôme n'est pas autorisé à exploiter 4,59 ha (parcelles 54467 ZD 42/50 - ZH 12 - 54471 ZA21) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de l'Angle (Monsieur HUMBERT Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HUMBERT Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINT BOINGT - ROZELIEURES pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rozelieures - Demande d'autorisation d'exploiter n°2274

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieures à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2 A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les demandes de MM. GROSJEAN et VUILLAUME sont motivées par des agrandissements sur des exploitations de taille inférieure à 150 utés SCOP/UMO sont de même rang de priorité mais, qu'en revanche, avec 166,4 utés SCOP/UMO, l'exploitation de M. HUMBERT dépasse ce seuil et relève par conséquent d'un niveau de priorité inférieur,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur VUILLAUME Jean Michel est autorisé à exploiter 4,59 ha (parcelles 54467 ZD 42/50 - ZH 12 - 54471 ZA 21) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur VUILLAUME Jean Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VUILLAUME Jean Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ROZELIEURES pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2151

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, la demande de M. Corradi motivée par son installation aidée relève du niveau de priorité le plus élevé,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur CORRADI Stéphane est autorisé sous réserve d'installation aidée avant la fin 2008 à exploiter 5 ha (parcelles 54009 ZC 6) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur CORRADI Stéphane).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CORRADI Stéphane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ALLAMONT pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flirey - Bernecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2295

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, la demande de MM. SIDOT motivée par des installations aidées relève du niveau de priorité le plus élevé,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de Gaïat composé de Messieurs SIDOT Etienne et Joël est autorisé à exploiter 201,65 ha (parcelles 54063 A741 - 54200 B346 - D42à 44/61 - ZA 1/2/12/19/30/31 - ZC 14 à 18/21 à 25/71/74 - ZE 3/5/6/8 à 11/22/23/24/27/28) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de Gaïat (Messieurs SIDOT Etienne et Joël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs SIDOT Etienne et Joël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FLIREY - BERNECOURT pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Viviers-sur-Chiers - Demande d'autorisation d'exploiter n°2278

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, la demande de M. DIDIER motivée par l'installation est prioritaire par rapport à la demande du GAEC des Hauts de Hurlevents, dont la motivation est l'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Hauts de Hurlevents composé de Messieurs LAURENT Julien, Arnaud et Francis n'est pas autorisé à exploiter 7,6 ha (parcelles 54590 AD 69/70/89 - C2 135 à 156 - C81/252) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des Hauts de Hurlevents (Messieurs LAURENT Julien, Arnaud et Francis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LAURENT Julien, Arnaud et Francis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VIVIER SUR CHIERS pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2298

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DES NEFLIERS composé de Monsieur BESANCON Lionel est autorisé à exploiter 0,81 ha (parcelles 54160 ZA21) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES NEFLIERS (Monsieur BESANCON Lionel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BESANCON Lionel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DOMEVRE EN HAYE pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Emberménil - Laneuveville-aux-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2299

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de VERMAUMONT composé de Monsieur CONARD Didier est autorisé à exploiter 7,93 ha (parcelles 54177 ZD 21 - 54297 ZD 5) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL de VERMAUMONT (Monsieur CONARD Didier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CONARD Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - EMBERMENIL - LANEUVILLE AUX BOIS pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Embarmenil - Leintrey - Laneuville-aux-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2297

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Santolines composé de Madame, Messieurs COLET Janine, Pierre, Johann et ROHR Yannick est autorisé sous réserve d'installation de M. ROHR Yannick avant le 31 décembre 2008 à exploiter 107,8 ha (parcelles 54177 T15 - TM 13 - TO 111 - ZA 2/3/10/11/12/16/17/19 à 23/27/53 - ZB36/37 - ZC 9/10/12/13/27/31 - ZD2/3/6/8/9/10 - 54297 E315 à 318/320 à 326/328/329 - ZC 18/20 ZD6/7 - 54308 ZA 48/49) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des Santolines (Madame, Messieurs COLET Janine, Pierre, Johann et ROHR Yannick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs COLET Janine, Pierre, Johann et ROHR Yannick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - EMBERMENIL - LEINTREY - LANEUVILLE AUX BOIS pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Barbonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2252

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Béart composé de Messieurs SOREL Gilles et Didier est autorisé à exploiter 72,87 ha (Nombreuses parcelles) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des Béart (Messieurs SOREL Gilles et Didier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs SOREL Gilles et Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BARBONVILLE pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lezey - Bezange-la-Petite - Demande d'autorisation d'exploiter n°2273

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de Molpré composé de Madame, Monsieur DEFANCE Philippe et Marie -Line est autorisé à exploiter 65,23 ha (parcelles 57077 Section 1 : 94 - Section 2 : 39 - section 3 : 41/43/78/81 - section 6 : 21 - section 7 : 1/2/5/6/11/13/37/94/140/141 - 57399 Section 7 : 68) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL de Molpré (Madame, Monsieur DEFANCE Philippe et Marie -Line).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur DEFANCE Philippe et Marie -Line, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LEZEY - BEZANGE LA PETITE pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Anthelupt - Lunéville - Oelleville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2296

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BARRY Alain est autorisé à exploiter 56,46 ha (parcelles 54020 ZH 40 - 54329 BL212/213/215 - BK101/102/104 - 54588 B324 - G146/156/157/158/285 - T1/2/10/17/24/27/30/31/57/60/101/104/109 - U7/18/19/38/50 - V4/28/30/96-Y36/131/138/188/190/193/204/214/223/227/233/236/237 à 240/252/255/272/322/327/338/343/344 - Z35) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur BARRY Alain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BARRY Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VITRIMONT - ANTHELUPT - LUNEVILLE - OELLEVILLE pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 18 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Limey-Remenauville - Lironville - Noviant-aux-Prés - Demande d'autorisation d'exploiter n°2305

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, la demande de MM. SIDOT motivée par des installations aidées relève du niveau de priorité le plus élevé,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de GAIA composée de Messieurs SIDOT Etienne et Joël est autorisée à exploiter 104,07 ha (parcelles ZA16 - ZK 1/7/8 à LIMEY REMENAUVILLE - ZA 46 - ZM19/20 - ZN 2/3/5/26/27 - ZO 22/31 - ZP 4/6/7/8/21 à LIRONVILLE - YA 1 à NOVIANT AUX PRES) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de GAIA (Messieurs SIDOT Etienne et Joël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs SIDOT Etienne et Joël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LIMEY REMENAUVILLE - LIRONVILLE - NOVIANT AUX PRES pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Neuville-lès-Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2270

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de DEDENON Michel à AUTREPIERRE - NEUVILLER LES BADONVILLER, Considérant que des projets d'installation pourraient être déposés et qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC de BARBEZIEUX composé de Madame, Messieurs HACHAIR Arlette, COLIN Bruno, Dominique et Xavier portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par - DEDENON Michel à - AUTREPIERRE - NEUVILLER LES BADONVILLER.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2253

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de DEDENON Michel à AUTREPIERRE,

Considérant que des projets d'installation pourraient être déposés et qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur DEDENON Jean Luc portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par - DEDENON Michel à - AUTREPIERRE.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Repaix - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2272

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de DEDENON Michel à AUTREPIERRE,

Considérant que des projets d'installation pourraient être déposés et qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC DU CHEMIN CREUX composé de Messieurs LAMBOUR Joël et CONTAL Frédéric portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par - DEDENON Michel à - REPAIX - AUTREPIERRE.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2310

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de DEDENON Michel à AUTREPIERRE,

Considérant que des projets d'installation pourraient être déposés et qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur HOUILLON Gérard portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par - DEDENON Michel à - AUTREPIERRE.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déferée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

Extrait de l'arrêté n° DDAF-2007-293 du 13 septembre 2007 fixant la période des vendanges en Meurthe-et-Moselle - récolte 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour les vins d'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul", le début des vendanges, en Meurthe-et-Moselle, est fixé comme suit :

- au 14 septembre 2007 pour les cépages AUXERROIS et PINOT NOIR
- au 21 septembre 2007 pour le cépage GAMAY.

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des prévendanges peuvent être réalisées sur demande individuelle écrite auprès du Service Régional de l'INAO - 12, avenue de la Foire aux Vins - 68012 à COLMAR. Toute demande de dérogation particulière sera examinée par les Services de l'INAO.

Art. 2 : Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2007, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront, le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis, par les soins des Mairies, au Service des Douanes et droits Indirects de NANCY

(Service Régional de la Viticulture 150, rue Alfred Krug 54052 NANCY).

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en Mairie.

Art. 3 : Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention « Appellation d'Origine Contrôlée », les vins qui, bénéficiant - en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948 - de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

Art. 4 : Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

Art. 5 : M. le Secrétaire général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects, l'Inspecteur départemental de la répression des fraudes, les Maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 13 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° DDAF-2007/303 du 19 septembre 2007 portant modification de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2004 est modifié.

Art. 2 : La commission consultative paritaire départementale des baux ruraux prévue à l'article R414-1 du code rural est constituée ainsi qu'il suit pour le département de Meurthe-et-Moselle :

Monsieur le Préfet ou son représentant : Président

1°) Membres de droit :

- M. l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture ou son représentant,
- M. Philippe DEFRANCE, représentant la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
- M. Jean Philippe BASTIEN, représentant les Jeunes Agriculteurs,
- M. le Président du Syndicat Départemental de la Propriété Agricole ou son représentant,
- M. le Président de l'Organisation Départementale des Fermiers et des Métayers ou son représentant,
- M. le Président de la Chambre Départementale des Notaires ou son représentant.

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera notifiée aux parties intéressées.

Nancy, le 19 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° DDAF-2007/304 du 19 septembre 2007 définissant la composition de la commission départementale "stage 6 mois"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La Commission départementale « stage six mois », instaurée par l'article 11 de l'arrêté du 16 septembre 2003 est ainsi composée :

- le Préfet ou son représentant,
 - le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant : le Chef du Service Régional de la Formation et du Développement,
 - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
 - le Directeur de l'Etablissement Public Local de l'Enseignement Agricole de Pixérécourt ou son représentant : Madame la Provisoire-adjointe,
 - le Directeur du Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de Pixérécourt ou son représentant : Madame la Directrice du Centre de Formation d'Apprentis de Toul,
 - le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture ou son représentant : Madame Angélique TALOTTE
 - Monsieur Patrick JALLIOT représentant les établissements de Crédits, de la Mutualité et de la Coopération agricoles,
 - Monsieur Claude PAUCET représentant le Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son suppléant : Monsieur Alban PAULUS,
 - Monsieur Brice MITOIRE représentant le Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son suppléant : Monsieur Jean Philippe BASTIEN,
 - Monsieur Denis WAHU représentant la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles ou sa suppléante : Mme Sylvie MASSON-ROUSSEL
- Art. 2 :** La Commission s'adjoint des experts pour ses travaux notamment :
- le Président de l'Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles ou son représentant : Monsieur François JACQUES,
 - le Chef du Service d'Utilité Agricole de Formation en qualité de Centre d'Accueil Conventionné ou son représentant
 - le Directeur de l'Association Lorraine pour la Promotion Agricole à Haroué
 - le Directeur du Centre de Formation Professionnelle Agricole pour Jeunes et du Centre de Formation d'Apprentis de Toul
 - Monsieur DECAUX, chargé de formation à la Chambre Régionale d'Agriculture.

Art. 3 : Le secrétariat de la Commission Départementale « stage 6 mois » est assuré par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Art. 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée aux membres de la Commission.

Nancy, le 19 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté n° 2007- 305 DDAF du 24 septembre 2007 relatif à la mise en œuvre d'un dispositif spécifique de transfert de quantités de référence laitière sans terre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article D. 654-112-1 du code rural, un dispositif de transfert spécifique de quantités de référence laitière sans terre est mis en œuvre dans le département de Meurthe-et-Moselle sur la campagne laitière 2007-2008.

Art. 2 : Sous réserve des dispositions de l'article 4 de l'arrêté susvisé, l'ensemble des producteurs laitiers du département demandeurs d'un transfert spécifique sans terre sont admis à participer à ce dispositif. Les demandes d'accès au dispositif doivent être déposées au plus tard le 31 octobre 2007 à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Art. 3 : Si les demandes de transfert des producteurs éligibles au dispositif excèdent les volumes disponibles, les demandes seront acceptées sur la base de critères validés par la Commission départementale d'orientation de l'agriculture.

Art. 4 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt est chargé de l'application des dispositions du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° DDAF/SEAAF-2007/307 du 27 septembre 2007 portant composition du comité départemental d'expertise agricole

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Comité Départemental d'Expertise de Meurthe-et-Moselle est composé des membres suivants :

- Le trésorier-payeur général ou son représentant ;
- Le directeur départemental des services fiscaux ou son représentant ;
- Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant ;
- Le représentant des établissements habilités à distribuer des prêts bonifiés pour calamités agricoles :
Monsieur Bernard VOSGIEN – 54200 PIERRE LA TREICHE
- Le représentant de la chambre départementale d'agriculture :
Monsieur Philippe DANIEL – 54360 VIGNEULLES
- Un représentant de chacune des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées en application de l'article 3 du décret n° 2000-139 du 16 février 2000 susmentionné ;
Monsieur François JACQUES – 54620 SAINT SUPPLET
Monsieur Sébastien CLAUDE – 54800 PUXIEUX
- La personnalité désignée par la Fédération française des sociétés d'assurances ;

Monsieur Olivier DURAND – 54601 VILLERS LES NANCY

- La personnalité désignée par les caisses de réassurances mutuelles agricoles dans le ressort desquelles se trouve le département ou son représentant :

Monsieur Alain CESAR – 54290 HAUSSONVILLE

Art. 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté baux ruraux n° DDAF 2007/308 du 27 septembre 2007 – Changement de destination d'une parcelle agricole – Autorisation de résiliation anticipée d'un bail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La commune de Saint-Maurice-aux-Forges, représentée par le Maire, est autorisée à résilier partiellement (61,2 ares) par anticipation, le bail consenti à M. MARSAL Bernard, agriculteur, exploitant la parcelle ZA 37 d'une superficie de 3 ha 16 ares, située dans cette commune.

Art. 2 : Conformément aux dispositions de l'article R 421.1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Art. 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée aux membres de la commission consultative départementale des baux ruraux, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté (n° 2) DDAF-2007/309 du 27 septembre 2007 constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'indice des fermages pour le département de Meurthe-et-Moselle est constaté pour 2007 à la valeur de 110,1.

Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008.

Cet indice tient compte du coefficient de raccordement sus-évoqué.

Art. 2 : La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 1,94 %.

Art. 3 : A compter du 1^{er} octobre 2007 et jusqu'au 30 septembre 2008, les maxima et les minima sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

1) pour les terres agricoles :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale Euro/ha	Valeur maximale Euro/ha
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	88,05	100,82
	Moyenne	56,66	88,05
	Inférieure	41,50	56,66
Woëvre et Haye	Supérieure	84,05	96,81
	Moyenne	54,00	84,05
	Inférieure	38,74	54,00
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	80,59	94,61
	Moyenne	51,35	80,59
	Inférieure	37,00	51,35

2) pour les cultures maraîchères :

minimum : 522,42 Euro/ha
maximum : 835,87 Euro/ha

3) pour les baux viticoles en monnaie :

Baux à vignes
minimum : 879,19 Euro/ha
maximum : 1.758,38 Euro/ha

Terres à vignes
minimum : 376,80 Euro/ha
maximum : 628,00 Euro/ha

Art. 4 : Le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul (base de calcul pour la détermination du prix du fermage en denrée des baux viticoles) est fixé au 1^{er} octobre 2007 à 109,00 euros.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la commission consultative départementale des baux ruraux, à tous les membres de cet organisme, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° 2007/244 du 31 juillet 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Crézilles

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

AR R E T E

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Crézilles est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Crézilles	ZK ZI	N° 129 et 130 N° 1 à 16 – 18 à 32

représentant une superficie totale de 76 ha 78 a 48 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Crézilles.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Crézilles sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Crézilles par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Crézilles sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux président de l'association communale de chasse agréée de Crézilles, chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 31 juillet 2007 Pour le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/300 du 13 septembre 2007 portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales naturalisées non domestiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le responsable du service des collections du musée-aquarium de Nancy est autorisé à transporter du musée – aquarium de Nancy à destination de la faculté des sciences de Vandœuvre-lès-Nancy et à exposer en ce lieu au stand « année polaire » au village des sciences - fête de la science 2007, qui se tiendra du 5 au 7 octobre 2007 et qui aura pour but de sensibiliser tout public et plus particulièrement les jeunes aux sciences et aux technologies, les spécimens d'animaux non domestiques naturalisés portés dans la liste ci-annexée.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des services vétérinaires, le directeur du musée aquarium de Nancy, le directeur du service des parcs et jardins de la ville de Nancy, le directeur de la faculté des sciences de Vandœuvre-lès-Nancy et le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2007

Espèce	Nom scientifique	Description	Quantité
Fulmar Boréal	Fulmarus glacialis	Animal naturalisé	2
Gor fou sauteur	Eudryptes chrysocome	Animal naturalisé	1
Grand labbe	Stercorarius skua	Animal naturalisé	1
Faulmar géant	Macronectes giganteus	Animal naturalisé	1

Extrait de l'arrêté n° 2007/306 du 24 septembre 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Andilly

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : L'annexe 1 de l'arrêté du 29 mars 1972 est abrogée.

Art. 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Andilly.

Art. 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Andilly par les soins du maire.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune d'Andilly sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée d'Andilly,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,

- M. SOMMIERE Francis.

Nancy, le 24 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

L'annexe 1 est consultable à la DDAF – service de la chasse – 45, rue Ste-Catherine – 54043 Nancy Cedex

Direction départementale des services vétérinaires

Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-088 du 6 septembre 2007 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine dans le département de la Meuse et au Luxembourg

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la présence d'un foyer de fièvre catarrhale ovine sur la commune de Thonne-les-Prés (Meuse) ;

Considérant la présence de 5 foyers de fièvre catarrhale ovine notifiés par les autorités luxembourgeoises,

Considérant la nécessité d'établir un périmètre interdit autour de ces foyers ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le foyer de fièvre catarrhale ovine déclaré sur la commune de Thonne-les-Prés (Meuse) et les 5 foyers confirmés par les autorités luxembourgeoises impliquent la mise en place dans le département de la Meurthe-et-Moselle d'un périmètre interdit qui comprend les communes définies en annexe 1.

Art. 2 : Toute exploitation détenant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine et située dans le périmètre interdit est soumise aux dispositions suivantes :

1. Un recensement des animaux des espèces réceptives présents est effectué, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
2. Une enquête épidémiologique et/ou entomologique peut être réalisée dans l'exploitation, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
3. Des visites périodiques peuvent être organisées dans l'exploitation par le vétérinaire sanitaire, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires ; ces visites peuvent comporter la réalisation de prélèvements à des fins d'analyses.
4. Toutes les dispositions sont prises au niveau des locaux et des pâtures hébergeant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine pour éviter la dissémination du virus, notamment par :
 - le traitement régulier des animaux et des locaux par un insecticide autorisé,
 - le nettoyage des abords des locaux d'élevage de façon à éviter la prolifération des insectes.

Art. 3 : Concernant le périmètre interdit, les mouvements de ruminants et de leurs matériels génétiques (sperme, ovules, embryons) sont réglementés comme suit :

1) Entrées dans le périmètre interdit

Toutes les entrées d'animaux, sperme, ovules et embryons en provenance d'une zone indemne de fièvre catarrhale ovine, de la zone de surveillance française, de la zone de protection française, ou des zones réglementées délimitées dans d'autres États membres de l'Union européenne sont autorisées, y compris à partir des périmètres interdits de ces zones.

2) Mouvements au sein du périmètre interdit

Les mouvements d'animaux, de sperme, ovules et embryons à l'intérieur du périmètre interdit sont autorisés.

3) Sorties du périmètre interdit

La sortie en dehors du périmètre interdit des ruminants, ainsi que de leurs matériels génétiques (sperme, ovules et embryons) collectés dans ce périmètre après le 1^{er} mai 2006, est interdite.

Toutefois, des dérogations en application de l'article 19 de l'arrêté du 21 août 2001 modifié sus-visé sont accordées par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Le transit au travers du périmètre interdit, des véhicules transportant ou ayant transporté des ruminants vivants ou morts, est autorisé à la condition que ces véhicules aient été préalablement nettoyés et désinsectés.

Art. 5 : Sans préjudice des mesures administratives qui pourront être imposées par ailleurs, les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L. 228-1, L. 228-3 et L. 228-4 du code rural.

Art. 6 : Les mesures prévues au présent arrêté ne sont levées que sur instruction du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET
Inspecteur de santé publique vétérinaire

Annexe 1 :

Liste des communes concernées par la mise en place du périmètre interdit

CANTONS	COMMUNES	CANTONS	COMMUNES
AUDUN LE ROMAN	AUDUN LE ROMAN	HERSERANGE	HERSERANGE
AUDUN LE ROMAN	AVILLERS	HERSERANGE	HUSSIGNY GODBRANGE

AUDUN LE ROMAN	BETTAINVILLERS	HERSERANGE	ONGLAVILLE
AUDUN LE ROMAN	BEUVILLERS	HERSERANGE	MEXY
AUDUN LE ROMAN	BONVILLERS (MONT)	HERSERANGE	SAULNES
AUDUN LE ROMAN	CRUSNES	LONGWY	LONGWY
AUDUN LE ROMAN	DOMPRIX	MONT SAINT MARTIN	CHENIERES
AUDUN LE ROMAN	ERROUVILLE	MONT SAINT MARTIN	COSNES ET ROMAIN
AUDUN LE ROMAN	JOPPECOURT	MONT SAINT MARTIN	CUTRY
AUDUN LE ROMAN	JOUDREVILLE	MONT SAINT MARTIN	GORCY
AUDUN LE ROMAN	LANDRES	MONT SAINT MARTIN	LEXY
AUDUN LE ROMAN	MAIRY MAINVILLE	MONT SAINT MARTIN	MONT SAINT MARTIN
AUDUN LE ROMAN	MALAVILLERS	MONT SAINT MARTIN	REHON
AUDUN LE ROMAN	MERCY LE BAS	MONT SAINT MARTIN	VILLE HOUDLEMONT
AUDUN LE ROMAN	MERCY LE HAUT	LONGUYON	BEUVEILLE
AUDUN LE ROMAN	MURVILLE	LONGUYON	CHARENCY VEZIN
AUDUN LE ROMAN	PIENNES	LONGUYON	COLMEY-FLABEUVILLE
AUDUN LE ROMAN	PREUTIN HIGNY	LONGUYON	CONS LA GRANDVILLE
AUDUN LE ROMAN	SAINT SUPPLET	LONGUYON	DONCOURT LES LONGUYON
AUDUN LE ROMAN	SANCY	LONGUYON	EPIEZ SUR CHIERS
AUDUN LE ROMAN	SERROUVILLE	LONGUYON	FRESNOIS LA MONTAGNE
AUDUN LE ROMAN	TRIEUX	LONGUYON	GRAND FAILLY
AUDUN LE ROMAN	TUCQUEGNIEUX	LONGUYON	LONGUYON
AUDUN LE ROMAN	XIVRY CIR COURT	LONGUYON	MONTIGNY SUR CHIERS
VILLERUPT	BASLIEUX	LONGUYON	OTHE
VILLERUPT	BAZAILLES	LONGUYON	PETIT FAILLY
VILLERUPT	BOISMONT	LONGUYON	PIERREPONT
VILLERUPT	BREHAIN LA VILLE	LONGUYON	SAINT JEAN LES LONGUYON
VILLERUPT	FILLIERES	LONGUYON	SAINT PANCRE
VILLERUPT	LAIX	LONGUYON	TELLANCOURT
VILLERUPT	MORFONTAINE	LONGUYON	UGNY
VILLERUPT	THIL	LONGUYON	VILLERS LA CHEVRE
VILLERUPT	TIERCELET	LONGUYON	VILLERS LE ROND
VILLERUPT	VILLE AU MONTOIS	LONGUYON	VILLETTE
VILLERUPT	VILLERS LA MONTAGNE	LONGUYON	VIVIER SUR CHIERS
VILLERUPT	VILLERUPT	LONGUYON	HAN DEVANT PIERREPONT
HERSERANGE	HAUCOURT MOULAINE		

Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-089 du 7 septembre 2007 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la présence de foyers de fièvre catarrhale ovine sur les communes de Beuvillers et de Trieux ;

Considérant la nécessité d'établir un périmètre interdit autour de ces foyers ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les foyers de fièvre catarrhale ovine déclarés sur les communes de Beuvillers et de Trieux impliquent la mise en place dans le département de la Meurthe-et-Moselle d'un périmètre interdit qui comprend l'intégralité des communes de l'arrondissement de Briey dont la liste est précisée en annexe 1.

Art. 2 : Toute exploitation détenant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine et située dans le périmètre interdit est soumise aux dispositions suivantes :

1. Un recensement des animaux des espèces réceptives présents est effectué, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
2. Une enquête épidémiologique et/ou entomologique peut être réalisée dans l'exploitation, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
3. Des visites périodiques peuvent être organisées dans l'exploitation par le vétérinaire sanitaire, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires ; ces visites peuvent comporter la réalisation de prélèvements à des fins d'analyses.
4. Toutes les dispositions sont prises au niveau des locaux et des pâtures hébergeant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine pour éviter la dissémination du virus, notamment par :

- le traitement régulier des animaux et des locaux par un insecticide autorisé,
- le nettoyage des abords des locaux d'élevage de façon à éviter la prolifération des insectes.

Art. 3 : Concernant le périmètre interdit, les mouvements de ruminants et de leurs matériels génétiques (sperme, ovules, embryons) sont réglementés comme suit :

1) Entrées dans le périmètre interdit

Toutes les entrées d'animaux, sperme, ovules et embryons en provenance d'une zone indemne de fièvre catarrhale ovine, de la zone de surveillance française, de la zone de protection française, ou des zones réglementées délimitées dans d'autres États membres de l'Union européenne sont autorisées, y compris à partir des périmètres interdits de ces zones.

2) Mouvements au sein du périmètre interdit

Les mouvements d'animaux, de sperme, ovules et embryons à l'intérieur du périmètre interdit sont autorisés.

3) Sorties du périmètre interdit

La sortie en dehors du périmètre interdit des ruminants, ainsi que de leurs matériels génétiques (sperme, ovules et embryons) collectés dans ce périmètre après le 1^{er} mai 2006, est interdite.

Toutefois, des dérogations en application de l'article 19 de l'arrêté du 21 août 2001 modifié sus-visé sont accordées par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Le transit au travers du périmètre interdit, des véhicules transportant ou ayant transporté des ruminants vivants ou morts, est autorisé à la condition que ces véhicules aient été préalablement nettoyés et désinsectisés.

Art. 5 : Sans préjudice des mesures administratives qui pourront être imposées par ailleurs, les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L. 228-1, L. 228-3 et L. 228-4 du code rural.

Art. 6 : Les mesures prévues au présent arrêté ne sont levées que sur instruction du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n°DDSV-SA-2007-088 est abrogé.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET
Inspecteur de santé publique vétérinaire

Annexe 1 :

Liste des communes concernées par la mise en place du périmètre interdit

CANTONS	COMMUNES	CANTONS	COMMUNES
CONFLANS	ABBEVILLE LES CONFLANS	CONFLANS	JARNY
CONFLANS	AFFLEVILLE	CONFLANS	JEANDELIZE
CONFLANS	ALLAMONT	BRIEY	JOEUF
LONGUYON	ALLONDELLE LA MALMAISON	AUDUN LE ROMAN	JOPPECOURT
AUDUN LE ROMAN	ANDERNY	HOMECOURT	JOUAVILLE
BRIEY	ANOUX	AUDUN LE ROMAN	JOUDREVILLE
HOMECOURT	AUBOUE	CONFLANS	LABRY
AUDUN LE ROMAN	AUDUN LE ROMAN	VILLERUPT	LAIX
AUDUN LE ROMAN	AVILLERS	AUDUN LE ROMAN	LANDRES
BRIEY	AVRIL	BRIEY	LANTEFONTAINE
BRIEY	BAROCHES (LES)	MONT SAINT MARTIN	LEXY
VILLERUPT	BASLIEUX	HERSERANGE	ONGLAVILLE
HOMECOURT	BATILLY	LONGUYON	LONGUYON
VILLERUPT	BAZAILLES	LONGWY	LONGWY
CONFLANS	BECHAMPS	BRIEY	LUBEY
AUDUN LE ROMAN	BETTAINVILLERS	AUDUN LE ROMAN	MAIRY MAINVILLE
LONGUYON	BEUVEILLE	AUDUN LE ROMAN	MALAVILLERS
AUDUN LE ROMAN	BEUVILLERS	BRIEY	MANCE
VILLERUPT	BOISMONT	BRIEY	MANCIEULLES
CONFLANS	BONCOURT	CHAMBLEY	MARS LA TOUR
AUDUN LE ROMAN	BONVILLERS (MONT)	AUDUN LE ROMAN	MERCY LE BAS
CONFLANS	BRAINVILLE	AUDUN LE ROMAN	MERCY LE HAUT
VILLERUPT	BREHAIN LA VILLE	HERSERANGE	MEXY
BRIEY	BRIEY	HOMECOURT	MOINEVILLE
CONFLANS	BRUVILLE	LONGUYON	MONTIGNY SUR CHIERS
CHAMBLEY	CHAMBLEY BUSSIERES	MONT SAINT MARTIN	MONT SAINT MARTIN
LONGUYON	CHARENCY VEZIN	VILLERUPT	MORFONTAINE

MONT SAINT MARTIN	CHENIERES	CONFLANS	MOUAVILLE
LONGUYON	COLMEY-FLABEUVILLE	HEMOCOURT	MOUTIERS
CONFLANS	CONFLANS EN JARNISY	AUDUN LE ROMAN	MURVILLE
LONGUYON	CONS LA GRANDVILLE	CONFLANS	NORROY LE SEC
MONT SAINT MARTIN	COSNES ET ROMAIN	CONFLANS	OLLEY
AUDUN LE ROMAN	CRUSNES	CHAMBLEY	ONVILLE
MONT SAINT MARTIN	CUTRY	LONGUYON	OTHE
CHAMBLEY	DAMPVITOUX	CONFLANS	OZERAILLES
AUDUN LE ROMAN	DOMPRIX	LONGUYON	PETIT FAILLY
CONFLANS	DONCOURT LES CONFLANS	AUDUN LE ROMAN	PIENNES
LONGUYON	DONCOURT LES LONGUYON	LONGUYON	PIERREPONT
LONGUYON	EPIEZ SUR CHIERS	AUDUN LE ROMAN	PREUTIN HIGNY
AUDUN LE ROMAN	ERROUVILLE	CONFLANS	PUXE
VILLERUPT	FILLIERES	CHAMBLEY	PUXIEUX
CONFLANS	FLEVILLE LIXIERES	MONT SAINT MARTIN	REHON
LONGUYON	FRESNOIS LA MONTAGNE	HEMOCOURT	SAINT AIL
CONFLANS	FRIAUVILLE	LONGUYON	SAINT JEAN LES LONGUYON
CONFLANS	GIRAUMONT	CHAMBLEY	SAINT JULIEN LES GORZE
CONFLANS	GONDRECOURT AIX	CONFLANS	SAINT MARCEL
MONT SAINT MARTIN	GORCY	LONGUYON	SAINT PANCRE
LONGUYON	GRAND FAILLY	AUDUN LE ROMAN	SAINT SUPPLET
CHAMBLEY	HAGEVILLE	AUDUN LE ROMAN	SANCY
CONFLANS	HANNONVILLE SUZEMONT	HERSERANGE	SAULNES
HEMOCOURT	HATRIZE	AUDUN LE ROMAN	SERROUVILLE
HERSERANGE	HAUCOURT MOULAINE	CHAMBLEY	SPONVILLE
HERSERANGE	HERSERANGE	LONGUYON	TELLANCOURT
HEMOCOURT	HEMOCOURT	VILLERUPT	THIL
HERSERANGE	HUSSIGNY GODBRANGE	CONFLANS	THUMEREVILLE
VILLERUPT	TIERCELET	VILLERUPT	VILLERUPT
AUDUN LE ROMAN	TRIEUX	CONFLANS	VILLE SUR YRON
CHAMBLEY	TRONVILLE	LONGUYON	VILLETTE
AUDUN LE ROMAN	TUCQUEGNIEUX	LONGUYON	VIVIERS SUR CHIERS
LONGUYON	UGNY	CHAMBLEY	WAVILLE
HEMOCOURT	VALLEROY	AUDUN LE ROMAN	XIVRY CIR COURT
VILLERUPT	VILLE AU MONTOIS	CHAMBLEY	XONVILLE
CHAMBLEY	VILLECEY SUR MAD	LONGUYON	HAN DEVANT PIERREPONT
MONT SAINT MARTIN	VILLE HOUDLEMONT	VILLERUPT	VILLERS LA MONTAGNE
LONGUYON	VILLERS LA CHEVRE	LONGUYON	VILLERS LE ROND

Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-090 du 11 septembre 2007 relatif aux conditions permettant de déroger à l'interdiction de sortie de certaines catégories de ruminants ou de semences de ruminants hors du périmètre interdit et de la zone de protection au titre de la fièvre catarrhale ovine, et aux conditions de transit de ruminants au travers de ces zones

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la déclaration de reprise de circulation virale du sérotype 8 de la FCO sur leurs territoires respectifs par les autorités allemandes et belges après l'apparition de nouveaux foyers cliniques,

Considérant l'avis de l'AFSSA du 20 juillet 2007 confirmant la reprise de la circulation virale dans des zones précédemment infectées de fièvre catarrhale ovine,

Considérant les instructions du ministre chargé de l'agriculture relatives aux dérogations de sortie des zones réglementées prévues à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 21 août 2001, sus-visé ;

Considérant les instructions du ministre créant des zones de protection et de surveillance ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les différents périmètres dont il est fait mention dans cet arrêté sont par l'arrêté ministériel du 21 août 2001 et par l'arrêté préfectoral visés ci-dessus. Le département de Meurthe-et-Moselle est composé d'un périmètre interdit comprenant la totalité des communes de l'arrondissement de Brie et d'une zone de protection constituée des communes des arrondissements de Toul, de Nancy et de Lunéville.

Art. 2 : La sortie des ruminants, hors du périmètre interdit et de la zone de protection, à destination d'un abattoir est autorisée sous réserve des conditions précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 3 : Le transit des ruminants au travers du périmètre interdit et de la zone de protection est autorisée sous réserve que les animaux et leur moyen de transport aient été désinsectisés au départ de la zone indemne ou avant l'entrée dans le périmètre interdit ou la zone de protection, et que le transit soit effectué de façon directe, sans rupture de charge ni arrêt. La personne responsable du transport des animaux devra être en mesure d'apporter la preuve de la réalisation des traitements contre les insectes sur les animaux et le véhicule.

Art. 4 : Les mouvements de ruminants entre les sites d'élevage d'une même exploitation, lorsque ces sites se trouvent dans des zones de statuts différents au titre de la fièvre catarrhale ovine, sont autorisés sous réserve des conditions décrites à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 5 : La sortie du périmètre interdit pour les animaux reproducteurs inscrits en UPRA à destination d'une exploitation située en zone indemne est autorisée sous réserve des conditions décrites à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 6 : La sortie du périmètre interdit de ruminant à destination d'une exploitation située en zone de protection ou en zone de surveillance est autorisée sous réserve des conditions décrites à l'annexe 4 du présent arrêté.

Art. 7 : La sortie de la zone de protection de ruminants à destination d'une exploitation située en zone de surveillance ou en zone indemne, est autorisée sous réserve des conditions décrites à l'annexe 5 du présent arrêté.

Art. 8 : Les conditions de participation des animaux en provenance du périmètre interdit ou de la zone de protection à des manifestations situées dans des zones de statut sanitaire différent sont décrites à l'annexe 6 du présent arrêté.

Art. 9 : Les conditions de circulation des semences, ovules et embryons prélevés sur des animaux provenant du périmètre interdit ou de la zone de protection sont décrites à l'annexe 7 du présent arrêté.

Art. 10 : La désinsectisation des animaux et des bâtiments prévue dans le protocole de dérogation, dont les conditions sont précisées dans les différentes annexes jointes au présent arrêté, est effectuée à l'aide d'insecticides pyréthrinoides possédant des propriétés répulsives à distance et d'effet létal, utilisés conformément aux recommandations du fabricant.

Art. 11 : L'arrêté n°DDSV-SA-2007-075 du 13 août 2007 est abrogé.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Brie, de Lunéville et de Toul, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 septembre 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des services vétérinaires et par délégation,
Dr Catherine NICOLEY
Inspecteur de santé publique vétérinaire

Annexe 1

Conditions de circulation des ruminants en provenance du périmètre interdit ou de la zone de protection et à destination d'abattoirs français situé en zone de statut plus favorable

Les mouvements d'animaux de périmètre interdit à zone indemne sont autorisés à l'exception de destination des départements 06, 09, 11, 12, 13, 2A, 2B, 30, 31, 32, 34, 40, 64, 65, 66, 81, 82 et 83.

Les animaux doivent avoir subi un traitement insecticide individuel avant leur chargement. Les produits insecticides utilisés doivent bénéficier d'une autorisation de mise sur le marché pour les ruminants, et avoir un temps d'attente nul. Ce traitement est certifié par une copie du registre d'élevage sur lequel ce traitement doit réglementairement être inscrit ou tout document prouvant de façon fiable la mise en œuvre de la désinsectisation, accompagnant les animaux durant leur trajet.

Les engins de transport des animaux doivent avoir été désinsectisés avant le premier chargement. Cette désinsectisation doit figurer sur le registre de transport de chaque véhicule (date, heure, nom du produit utilisé et identité de la personne ayant réalisé la désinsectisation).

Le transport des animaux est direct ou le transit a lieu par un ou plusieurs centre(s) de rassemblement situés en zone de statut identique. Le transport des animaux est effectué directement et sans rupture de charge entre la sortie de la dernière zone soumise à restriction et l'abattoir de destination agréé. Après la sortie de la dernière zone de restriction, il est donc interdit au transporteur de charger d'autres animaux dans des élevages situés en zone de statut plus favorable avant de rejoindre l'abattoir de destination.

L'abattage des animaux est rapide et a lieu dans un délai de 48 heures maximum après la sortie des animaux des zones réglementées. Les animaux d'une zone réglementée, collectés en centre de rassemblement se situant dans la même zone, peuvent y rester jusqu'à la fin de la durée de validité de l'ASDA. L'engin de transport doit subir une désinfection et une désinsectisation après déchargement des animaux à l'abattoir de destination.

Les animaux en provenance du périmètre interdit peuvent transités par un seul centre de rassemblement situé en zone de protection sous réserves du respect des conditions suivantes :

- Test sérologique avec résultat négatif avant sortie de PI, désinsectisation des animaux débutée au moins 28 jours avant le prélèvement et continue jusqu'au départ des animaux et mouvement des animaux dans les 7 jours suivant le prélèvement ; ou
- Test virologique (RT-PCR par pool de 5) avec résultat négatif avant sortie de PI, désinsectisation des animaux débutée au moins 14 jours avant le prélèvement et continue jusqu'au départ des animaux et mouvement des animaux dans les 7 jours suivant le prélèvement ; ou

c. Séparation dans le temps des activités des centres de rassemblement introduisant des animaux de PI : la plupart du temps, le centre fonctionne « normalement » (introduction d'animaux de ZR ou ZI pour l'élevage ou l'abattage ou introduction d'animaux testés de PI pour l'abattage mais pas d'animaux de PI non testés). Certains jours de la semaine, le centre peut recevoir des animaux de PI non testés destinés à l'abattage. Ces jours-là, il ne se consacre alors qu'à la commercialisation des animaux d'abattage qu'ils soient originaires de PI, ZR ou ZI et quelque soit leur destination finale (PI, ZR ou ZI). Tous les animaux introduits (quelque soit leur zone d'origine) sont désinsectisés à leur arrivée dans le centre de rassemblement. Ce dernier est nettoyé et désinsectisé la veille et le soir-même de ces jours ouverts à l'introduction d'animaux de PI.

Un centre de rassemblement peut choisir d'introduire quotidiennement des animaux non testés de PI. Il ne se consacre alors qu'à la commercialisation d'animaux destinés à l'abattage. Tous les animaux introduits dans ce centre, qu'ils soient originaires de PI, ZR ou ZI, sont désinsectisés à leur arrivée et le centre de rassemblement est nettoyé et désinsectisé quotidiennement (les animaux ne peuvent donc pas y demeurer plus d'une journée).

Les centres de rassemblement fonctionnant selon les conditions énoncées au présent paragraphe c doivent en informer leur DDSV.

Annexe 2

Conditions de circulation de ruminants entre les sites d'une même exploitation se trouvant dans des zones de statuts sanitaires différents françaises (pacage)

Ces mouvements concernent exclusivement le mouvement d'animaux à destination de pâtures situées dans une zone de statut sanitaire plus favorable, depuis le site principal de l'exploitation situé dans une zone de statut moins favorable, c'est-à-dire :

- Depuis un périmètre interdit vers la zone de protection.
- Depuis la zone de protection vers la zone de surveillance.

1. Si les deux sites sont distants de 5 kilomètres au plus, il n'y a aucune condition à respecter.

2. Si les deux sites sont distants de plus de 5 kilomètres, les mouvements doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- un test sérologique de dépistage de la fièvre catarrhale ovine doit être effectué au départ,
- les animaux doivent subir une désinsectisation (conforme aux préconisations de désinsectisation spécifiées à l'annexe 1) depuis 28 jours avant le prélèvement nécessaire au test et maintenue jusqu'au transport,
- les moyens de transport doivent être désinsectisés avant le départ.
- le déplacement des animaux doit avoir lieu dans les 7 jours suivant le prélèvement

Dans tous les cas de mouvements de mise en pâture ou de retour en étable de leurs animaux, les documents suivants sont adressés à la Direction départementale des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle :

- une déclaration de mouvement comportant la liste des animaux concernés, les lieux d'origine et de destination des animaux et la date du mouvement (formulaire disponible auprès de la DDSV ou du Groupement de Défense Sanitaire),
- la copie des éventuels résultats d'analyses.

Annexe 3

Conditions de circulation de ruminants à haute valeur génétique issus du périmètre interdit vers la zone indemne

Tout mouvement d'animaux à haute valeur génétique doit être préalablement déclaré auprès de la direction départementale des services vétérinaires. La liste des animaux, les coordonnées des exploitations de destination et les attestations UPRA doivent être transmis avant le départ des animaux.

Les animaux doivent être désinsectisés individuellement et isolés dans un bâtiment fermé et désinsectisé. Ce traitement est certifié par une copie du registre d'élevage sur lequel ce traitement doit réglementairement être inscrit ou tout document prouvant de façon fiable la mise en œuvre de la désinsectisation, accompagnant les animaux durant leur trajet.

Un prélèvement de sang, en vue d'un dépistage virologique, est réalisé au moins 14 jours après l'isolement dans le bâtiment désinsectisé et un 2nd prélèvement est réalisé au moins 14 jours après l'arrivée dans l'exploitation de zone indemne. La désinsectisation doit être maintenue jusqu'au résultat du 2nd test.

Le transport des animaux doit être réalisé dans les 7 jours suivants le premier prélèvement. Le transport doit être direct et sans rupture de charge entre les deux exploitations.

L'engin de transport doit être désinsectisé avant le départ

Avant leur expédition vers la zone indemne, les ovins et caprins doivent être marqués par apposition à l'oreille droite d'une boucle auriculaire de couleur bleue. Ces boucles sont apposées par le détenteur et commandées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage.

Annexe 4

Conditions de circulation et d'introduction de ruminants issus du périmètre interdit vers la zone de protection ou de surveillance

Les conditions décrites ci-après s'appliquent :

- Aux « veaux de 8 jours » (c'est-à-dire les veaux âgés de moins de 30 jours)
- Aux autres ruminants

1. Conditions relatives aux veaux de 8 jours

1.1. Conditions de sortie

Les veaux, en bonne santé, doivent être traités avec un insecticide avant de quitter leur exploitation de départ.

Le véhicule de transport doit être désinsectisé avant le chargement du premier animal.

Les veaux peuvent être successivement collectés dans des exploitations de la même zone ou être regroupés dans un centre d'allotement agréé et désinsectisé. Si le centre d'allotement est situé en zone de protection ou de surveillance les conditions suivantes s'appliquent :

- soit le centre de rassemblement est dédié à la commercialisation des veaux (dont des veaux de PI) : tous les animaux introduits, qu'ils soient originaires de PI, ZR ou ZI, sont désinsectisés à leur arrivée et le centre est nettoyé et désinsectisé quotidiennement (les animaux ne peuvent donc pas y demeurer plus d'une journée).

- soit certains jours spécifiques, le centre est dédié à la commercialisation des veaux (dont des veaux de PI). Ces jours-là, tous les animaux introduits (quelque soit leur zone d'origine) sont désinsectisés à leur arrivée dans le centre de rassemblement. Ce dernier est nettoyé et désinsectisé la veille et le soir-même de ces jours ouverts à l'introduction d'animaux de PI. Ces jours dédiés à la commercialisation des veaux de 8 jours peuvent être identiques aux jours ouverts à l'introduction d'animaux de PI pour abattage

1.2. Conditions d'entrée

L'exploitation de destination doit permettre l'engraissement des veaux dans un bâtiment entièrement fermé et désinsectisé avant l'arrivée des animaux.

Le traitement insecticide des veaux doit être poursuivi jusqu'au 60^{ème} jour suivant leur mise en place.

2. Conditions relatives aux autres ruminants

2.1. Conditions de sortie

Les animaux d'élevage font l'objet d'une recherche sérologique de la fièvre catarrhale ovine avec résultat favorable, à partir d'un prélèvement sanguin pratiqué par le vétérinaire sanitaire. Le prélèvement est effectué dans l'exploitation de départ. Les analyses doivent être réalisées dans un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture (la liste des laboratoires agréés est disponible auprès de la DDSV).

Les animaux soumis à ces dépistages doivent avoir été préalablement désinsectisés depuis au moins 28 jours avant le premier prélèvement sanguin, au moyen d'un produit insecticide autorisé. Cette désinsectisation doit être maintenue jusqu'au résultat du second test.

Le vétérinaire sanitaire peut, à réception des résultats favorables, notifier au détenteur la possibilité de mouvement des animaux. Les animaux doivent impérativement être déplacés dans les 7 jours suivant le premier prélèvement sanguin. Le transport est direct ou par un centre de rassemblement en périmètre interdit ou en zone de protection ou de surveillance.

Les moyens de transport sont désinsectisés préalablement au chargement des animaux avec un produit agréé.

2.2. Conditions d'entrée

28 jours après leur arrivée, les animaux font l'objet d'une recherche sérologique de la fièvre catarrhale ovine avec résultat favorable, à partir d'un prélèvement sanguin pratiqué par le vétérinaire sanitaire de l'exploitation d'arrivée. Les analyses doivent être réalisées dans un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture (la liste des laboratoires agréés est disponible auprès de la DDSV). La désinsectisation des animaux débutée dans l'exploitation d'origine doit être maintenue jusqu'au résultat de ce second prélèvement réalisé en zone réglementée.

Annexe 5

Conditions de circulation de ruminants issus de la zone de protection vers la zone de surveillance ou la zone indemne française

Les conditions décrites ci-après s'appliquent :

- Aux « veaux de 8 jours » (c'est-à-dire les veaux âgés de moins de 30 jours)
- Aux autres ruminants

A. Conditions relatives aux veaux de 8 jours

Les veaux, en bonne santé, doivent être traités avec un insecticide avant de quitter leur exploitation de départ.

Le véhicule de transport doit être désinsectisé avant le chargement du premier animal.

Les veaux peuvent être successivement collectés dans des exploitations de la même zone ou être regroupés dans un centre d'allotement agréé et désinsectisé.

L'exploitation de destination doit permettre l'engraissement des veaux dans un bâtiment entièrement fermé et désinsectisé avant l'arrivée des animaux.

Le traitement insecticide des veaux doit être poursuivi jusqu'au 60^{ème} jour suivant leur mise en place.

B. Conditions relatives aux autres ruminants

Avant leur expédition, les animaux font l'objet d'une recherche sérologique de la fièvre catarrhale ovine avec résultat favorable, à partir d'un prélèvement sanguin pratiqué par le vétérinaire sanitaire de l'exploitation de départ. Les analyses doivent être réalisées dans un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture (la liste des laboratoires agréés est disponible auprès de la DDSV).

Les animaux soumis à ce dépistage doivent avoir été préalablement désinsectisés depuis au moins 28 jours avant le prélèvement sanguin, au moyen d'un produit insecticide autorisé. Cette désinsectisation doit être maintenue jusqu'à l'arrivée des animaux en zone de statut plus favorable.

Le vétérinaire sanitaire peut, à réception des résultats favorables, notifier au détenteur la possibilité de mouvement des animaux. Les animaux doivent impérativement être déplacés dans les 7 jours suivant le prélèvement sanguin. Le transport est direct ou par un centre de rassemblement en zone de protection ou en zone de surveillance.

Les moyens de transport sont désinsectisés préalablement au chargement des animaux avec un produit agréé.

Avant leur expédition vers la zone indemne, les ovins et caprins doivent être marqués par apposition à l'oreille droite d'une boucle auriculaire de couleur bleue. Ces boucles sont apposées par le détenteur et commandées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage.

Annexe 6

**Conditions de participation des animaux à des manifestations
(expositions, salons,...)**

Les mouvements d'animaux de périmètre interdit vers une manifestation en zone indemne sont interdits

Seules sont autorisées les manifestations d'animaux issus de 2 zone adjacentes, de statut sanitaire différent.

1. Manifestation en zone de surveillance :

Les mouvements de ruminants issus de la zone de protection vers un rassemblement d'animaux situé dans la zone surveillance française, sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Réalisation d'un test de dépistage sérologique avec prélèvement sanguin dans les 7 jours avant le départ de l'exploitation d'origine.
 - Désinsectisation des animaux débutée 28 jours avant le prélèvement sanguin et maintenue jusqu'à l'arrivée des animaux sur le lieu de la manifestation.
 - Désinsectisation des véhicules de transport des animaux, avant le départ.
 - Information de la DDSV du département dans lequel se tient la manifestation.
- A l'issue de la manifestation, les animaux peuvent rejoindre leur exploitation d'origine dans la zone de protection à condition de ne pas avoir séjourné plus de 8 jours dans la zone de surveillance, ou être vendus sur le lieu de la manifestation à destination d'une autre exploitation.

2. Manifestation en zone de protection :

2.1. Présence d'animaux de zone de protection et de surveillance

Aucune condition pour les animaux de zone de protection.

2.2. Présence d'animaux de zone de protection et de périmètre interdit

- 2.2.1. Pour les animaux issus de périmètre interdit**
 - Réalisation d'un dépistage sérologique pour la recherche de la fièvre catarrhale ovine, avec prélèvement sanguin dans les 7 jours avant le départ de l'exploitation d'origine.
 - Désinsectisation des animaux débutée 28 jours avant le premier prélèvement sanguin et maintenue jusqu'au résultat du test virologique de retour.
 - Désinsectisation des véhicules de transport des animaux, avant le départ.
 - Désinsectisation de tous les animaux à leur arrivée sur le lieu de la manifestation.
 - Information de la DDSV du département dans lequel se tient la manifestation.

Les animaux doivent séjourner au maximum 8 jours hors de leur exploitation d'origine, qu'ils doivent rejoindre à l'issue de la manifestation.

Toutefois, s'ils sont vendus au cours de la manifestation et sont dirigés vers une exploitation située dans la zone de protection ou de surveillance, les conditions de l'annexe 4 s'appliquent.

2.2.2. Pour les animaux issus de zone de protection

Les mouvements de ruminants issus de zone de protection vers un rassemblement d'animaux situé dans la zone de protection et accueillant des animaux de périmètre interdit, sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Obtention d'un résultat négatif au dépistage sérologique pour la recherche de la fièvre catarrhale ovine, avec prélèvement sanguin dans les 7 jours avant le départ de l'exploitation d'origine.
- Déplacement des animaux dans les 7 jours suivant le prélèvement pour ce test virologique.
- Désinsectisation des animaux maintenue à partir du début de la manifestation jusqu'à l'arrivée dans la zone indemne.
- Désinsectisation des moyens de transport avant le départ de la zone réglementée.
- Obtention d'un résultat négatif au test virologique pratiqué 14 jours après la manifestation pour les animaux issus de la zone réglementée ou au test sérologique pratiqué 28 jours après la manifestation pour les animaux issus de la zone Indemne.

Toutefois, s'ils sont vendus au cours de la manifestation et sont destinés à être dirigés vers une exploitation située dans la zone de surveillance ou la zone indemne, le mouvement ne pourra avoir lieu qu'après l'obtention du résultat virologique.

Annexe 7

**Conditions de circulation des semences, ovules et embryons prélevés
sur des animaux provenant de la zone réglementée**

Les semences, embryons et ovules prélevés sur des animaux provenant des zones réglementées avant le 1^{er} mai 2006 peuvent circuler librement. Les mouvements de semences, ovules et embryons collectés sur des animaux provenant des zones réglementées après le 1^{er} mai 2006 doivent satisfaire les conditions suivantes :

1. Pour la semence fraîche :

La semence doit venir de donneurs qui ont été :

- protégés des attaques des collutoïdes durant au moins 30 jours avant le début des opérations de prélèvement du sperme, ainsi que pendant le déroulement de celles-ci,
- soumis avec un résultat négatif à des épreuves sérologiques (ELISA) de dépistage de la fièvre catarrhale ovine :
 - avant le début de la collecte,
 - tous les 28 jours pendant la collecte,
 - et 7 jours après la fin de la collecte.

Les centres d'insémination doivent mettre en place un système de traçabilité communiqué à la direction départementale des services vétérinaires permettant de retrouver individuellement et de façon exhaustive toutes les femelles inséminées par des semences dont les donneurs ont suivi le protocole décrit ci-dessus ; les femelles inséminées doivent par ailleurs être maintenues dans l'exploitation pendant au moins 28 jours après l'insémination.

2. Pour la semence congelée :

Elle doit provenir d'animaux qui ont été soumis, 28 jours après la collecte, à un test sérologique de dépistage de la fièvre catarrhale ovine avec résultat négatif.

3. Pour les ovocytes et les embryons :

Les ovocytes et embryons de bovins doivent avoir été collectés conformément aux dispositions de la directive 89/556/CE (conditions générales de prélèvement d'ovocytes et d'embryons).

Les ovocytes et embryons des ruminants autres que bovins doivent provenir de femelles :

- soit protégées contre les cullicoides pendant 60 jours avant la collecte et pendant la collecte,
- soit soumises, entre 21 et 60 jours après la collecte, à un test sérologique de dépistage de la fièvre catarrhale ovine avec un résultat négatif.

**Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-098 du 13 septembre 2007 instituant
dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la
suite de foyers de fièvre catarrhale ovine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la présence de foyers de fièvre catarrhale ovine sur les communes de Vaucouleurs dans le département de la Meuse, limitrophe du département de Meurthe-et-Moselle;

Considérant la nécessité d'établir un périmètre interdit autour de ces foyers ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : L'intégralité des communes de l'arrondissement de Briey et de Toul dont la liste est précisée en annexe 1 sont placées en périmètre interdit au regard de la fièvre catarrhale ovine.

Art. 2 : Toute exploitation détenant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine et située dans le périmètre interdit est soumise aux dispositions suivantes :

1. Un recensement des animaux des espèces réceptives présents est effectué, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
2. Une enquête épidémiologique et/ou entomologique peut être réalisée dans l'exploitation, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
3. Des visites périodiques peuvent être organisées dans l'exploitation par le vétérinaire sanitaire, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires ; ces visites peuvent comporter la réalisation de prélèvements à des fins d'analyses.
4. Toutes les dispositions sont prises au niveau des locaux et des pâtures hébergeant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine pour éviter la dissémination du virus, notamment par :
 - le traitement régulier des animaux et des locaux par un insecticide autorisé,
 - le nettoyage des abords des locaux d'élevage de façon à éviter la prolifération des insectes.

Art. 3 : Concernant le périmètre interdit, les mouvements de ruminants et de leurs matériels génétiques (sperme, ovules, embryons) sont réglementés comme suit :

1) Entrées dans le périmètre interdit

Toutes les entrées d'animaux, sperme, ovules et embryons en provenance d'une zone indemne de fièvre catarrhale ovine, de la zone de surveillance française, de la zone de protection française, ou des zones réglementées délimitées dans d'autres États membres de l'Union européenne sont autorisées, y compris à partir des périmètres interdits de ces zones.

2) Mouvements au sein du périmètre interdit

Les mouvements d'animaux, de sperme, ovules et embryons à l'intérieur du périmètre interdit sont autorisés.

3) Sorties du périmètre interdit

La sortie en dehors du périmètre interdit des ruminants, ainsi que de leurs matériels génétiques (sperme, ovules et embryons) collectés dans ce périmètre après le 1^{er} mai 2006, est interdite.

Toutefois, des dérogations en application de l'article 19 de l'arrêté du 21 août 2001 modifié sus-visé sont accordées par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Le transit au travers du périmètre interdit, des véhicules transportant ou ayant transporté des ruminants vivants ou morts, est autorisé à la condition que ces véhicules aient été préalablement nettoyés et désinsectés.

Art. 5 : Sans préjudice des mesures administratives qui pourront être imposées par ailleurs, les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L. 228-1, L. 228-3 et L. 228-4 du code rural.

Art. 6 : Les mesures prévues au présent arrêté ne sont levées que sur instruction du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n°DDSV-SA-2007-089 arrêté préfectoral instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine est abrogé.

Les arrêtés préfectoraux de mise sous surveillance d'une exploitation suspecte de fièvre catarrhale ovine n°DDSV-SA-2007-082, n°DDSV-SA-2007-083, n°DDSV-SA-2007-084, n°DDSV-SA-2007-085, n°DDSV-SA-2007-086 et n°DDSV-SA-2007-087 sont abrogés.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 septembre 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des services vétérinaires et par délégation,
Dr Catherine NICOLEY
Inspecteur de santé publique vétérinaire

Annexe 1 :

Liste des communes concernées par la mise en place du périmètre interdit

CANTONS	COMMUNES	CANTONS	COMMUNES
CONFLANS	ABBEVILLE LES CONFLANS	TOUL SUD	CHAUDENEY SUR MOSELLE
COLOMBEY LES BELLES	ABONCOURT	MONT SAINT MARTIN	CHENIERES
CONFLANS	AFFLEVILLE	TOUL SUD	CHOLOY MENILLOT
TOUL NORD	AINGERAY	LONGUYON	COLMEY-FLABEUVILLE
COLOMBEY LES BELLES	ALLAIN	COLOMBEY LES BELLES	COLOMBEY LES BELLES
CONFLANS	ALLAMONT	CONFLANS	CONFLANS EN JARNISY
COLOMBEY LES BELLES	ALLAMPS	LONGUYON	CONS LA GRANDVILLE
LONGUYON	ALLONDRILLE LA MALMAISON	MONT SAINT MARTIN	COSNES ET ROMAIN
AUDUN LE ROMAN	ANDERNY	COLOMBEY LES BELLES	COURCELLES
DOMEVRE EN HAYE	ANDILLY	COLOMBEY LES BELLES	CREPEY
BRIEY	ANOUX	TOUL SUD	CREZILLES
DOMEVRE EN HAYE	ANSAUVILLE	AUDUN LE ROMAN	CRUSNES
THIAUCOURT	ARNAVILLE	MONT SAINT MARTIN	CUTRY
HOMECOURT	AUBOUE	CHAMBLEY	DAMPVITOUX
AUDUN LE ROMAN	AUDUN LE ROMAN	COLOMBEY LES BELLES	DOLCOURT
AUDUN LE ROMAN	AVILLERS	DOMEVRE EN HAYE	DOMEVRE EN HAYE
DOMEVRE EN HAYE	AVRAINVILLE	TOUL SUD	DOMGERMAIN
BRIEY	AVRIL	THIAUCOURT	DOMMARTIN LA CHAUSSEE
COLOMBEY LES BELLES	BAGNEUX	TOUL NORD	DOMMARTIN LES TOUL
COLOMBEY LES BELLES	BARISEY AU PLAIN	AUDUN LE ROMAN	DOMPRIX
COLOMBEY LES BELLES	BARISEY LA COTE	CONFLANS	DONCOURT LES CONFLANS
BRIEY	BAROCHES (LES)	LONGUYON	DONCOURT LES LONGUYON
VILLERUPT	BASLIEUX	TOUL NORD	ECROUVES
HOMECOURT	BATILLY	LONGUYON	EPIEZ SUR CHIERS
COLOMBEY LES BELLES	BATTIGNY	AUDUN LE ROMAN	ERROUVILLE
THIAUCOURT	BAYONVILLE SUR MAD	THIAUCOURT	ESSEY ET MAIZERAIS
VILLERUPT	BAZAILLES	THIAUCOURT	EUVEZIN
DOMEVRE EN HAYE	BEAUMONT	COLOMBEY LES BELLES	FAVIERES
CONFLANS	BECHAMPS	COLOMBEY LES BELLES	FECOCOURT
DOMEVRE EN HAYE	BERNECOURT	VILLERUPT	FILLIERES
AUDUN LE ROMAN	BETTAINVILLERS	CONFLANS	FLEVILLE LIXIERES
LONGUYON	BEUVEILLE	THIAUCOURT	FLIREY
COLOMBEY LES BELLES	BEUVEZIN	TOUL NORD	FONTENOY SUR MOSELLE
AUDUN LE ROMAN	BEUVILLERS	TOUL NORD	FOUG
TOUL SUD	BICQUELEY	DOMEVRE EN HAYE	FRANCHEVILLE
TOUL SUD	BLENOD LES TOUL	LONGUYON	FRESNOIS LA MONTAGNE
VILLERUPT	BOISMONT	CONFLANS	FRIAUVILLE
CONFLANS	BONCOURT	COLOMBEY LES BELLES	GELACOURT
AUDUN LE ROMAN	BONVILLERS (MONT)	COLOMBEY LES BELLES	GEMONVILLE
TOUL NORD	BOUCQ	COLOMBEY LES BELLES	GERMINY
THIAUCOURT	BOUILLONVILLE	DOMEVRE EN HAYE	GEZONCOURT
TOUL NORD	BOUVRON	COLOMBEY LES BELLES	GIBEAUMEIX
CONFLANS	BRAINVILLE	CONFLANS	GIRAUMONT
VILLERUPT	BREHAIN LA VILLE	CONFLANS	GONDRECOURT AIX
BRIEY	BRIEY	TOUL NORD	GONDREVILLE
TOUL NORD	BRULEY	MONT SAINT MARTIN	GORCY
CONFLANS	BRUVILLE	LONGUYON	GRAND FAILLY
TOUL SUD	BULLIGNY	COLOMBEY LES BELLES	GRIMONVILLER
CHAMBLEY	CHAMBLEY BUSSIERES	DOMEVRE EN HAYE	GRISCOURT
LONGUYON	CHARENCY VEZIN	DOMEVRE EN HAYE	GROSROUVRES
THIAUCOURT	CHAREY	TOUL SUD	GYE
TOUL SUD	CHARMES LA COTE	CHAMBLEY	HAGEVILLE

DOMEVRE EN HAYE	HAMONVILLE	VILLERUPT	MORFONTAINE
LONGUYON	HAN DEVANT PIERREPONT	CONFLANS	MOUAVILLE
CONFLANS	HANNONVILLE SUZEMONT	HOMECOURT	MOUTIERS
HOMECOURT	HATRIZE	TOUL SUD	MOUTROT
HERSERANGE	HAUCOURT MOULAIN	AUDUN LE ROMAN	MURVILLE
HERSERANGE	HERSERANGE	CONFLANS	NORROY LE SEC
HOMECOURT	HOMECOURT	DOMEVRE EN HAYE	NOVIAUX AUX PRES
HERSERANGE	HUSSIGNY GODBRANGE	TOUL SUD	OCHEY
DOMEVRE EN HAYE	JAILLON	CONFLANS	OLLEY
CONFLANS	JARNY	CHAMBLEY	ONVILLE
THIAUCOURT	JAULNY	LONGUYON	OTHE
CONFLANS	JEANDELIZE	CONFLANS	OZERAILLES
BRIEY	JOEUF	TOUL NORD	PAGNEY DERRIERE BARINE
AUDUN LE ROMAN	JOPPECOURT	THIAUCOURT	PANNES
HOMECOURT	JOUAVILLE	LONGUYON	PETIT FAILLY
AUDUN LE ROMAN	JOUDREVILLE	AUDUN LE ROMAN	PIENNES
CONFLANS	LABRY	TOUL SUD	PIERRE LA TREICHE
TOUL NORD	LAGNEY	LONGUYON	PIERREPONT
VILLERUPT	LAIX	AUDUN LE ROMAN	PREUTIN HIGNY
AUDUN LE ROMAN	LANDRES	COLOMBEY LES BELLES	PULNEY
TOUL NORD	LANEUVILLE DERRIERE FOU	CONFLANS	PUXE
BRIEY	LANTEFONTAINE	CHAMBLEY	PUXIEUX
TOUL NORD	LAY SAINT REMY	MONT SAINT MARTIN	REHON
MONT SAINT MARTIN	LEXY	THIAUCOURT	REMBERCOURT SUR MAD
THIAUCOURT	LIMEY REMENAUVILLE	DOMEVRE EN HAYE	ROGEVILLE
THIAUCOURT	LIRONVILLE	DOMEVRE EN HAYE	ROSIERES EN HAYE
DOMEVRE EN HAYE	LIVERDUN	DOMEVRE EN HAYE	ROYAUMEIX
HERSERANGE	LONGLAVILLE	HOMECOURT	SAINT AIL
LONGUYON	LONGUYON	THIAUCOURT	SAINT BAUSSANT
LONGWY	LONGWY	LONGUYON	SAINT JEAN LES LONGUYON
BRIEY	LUBEY	CHAMBLEY	SAINT JULIEN LES GORZE
TOUL NORD	LUCEY	CONFLANS	SAINT MARCEL
AUDUN LE ROMAN	MAIRY MAINVILLE	LONGUYON	SAINT PANCRE
AUDUN LE ROMAN	MALAVILLERS	AUDUN LE ROMAN	SAINT SUPPLET
DOMEVRE EN HAYE	MAMEY	AUDUN LE ROMAN	SANCY
BRIEY	MANCE	TOUL NORD	SANZEY
BRIEY	MANCIEULLES	HERSERANGE	SAULNES
DOMEVRE EN HAYE	MANDRES AUX QUATRE TOURS	COLOMBEY LES BELLES	SAULXEROTTE
DOMEVRE EN HAYE	MANONCOURT EN WOEVRE	COLOMBEY LES BELLES	SAULXURES LES VANNES
DOMEVRE EN HAYE	MANONVILLE	THIAUCOURT	SEICHEPREY
CHAMBLEY	MARS LA TOUR	COLOMBEY LES BELLES	SELAINCOURT
DOMEVRE EN HAYE	MARTINCOURT	AUDUN LE ROMAN	SERROUVILLE
TOUL NORD	MENIL LA TOUR	TOUL SUD	SEXEY AUX FORGES
AUDUN LE ROMAN	MERCY LE BAS	TOUL NORD	SEXEY LES BOIS
AUDUN LE ROMAN	MERCY LE HAUT	CHAMBLEY	SPONVILLE
HERSERANGE	MEXY	LONGUYON	TELLANCOURT
DOMEVRE EN HAYE	MINORVILLE	THIAUCOURT	THIAUCOURT REGNIEVILLE
HOMECOURT	MOINEVILLE	VILLERUPT	THIL
TOUL SUD	MONT LE VIGNOBLE	COLOMBEY LES BELLES	THUILLEY AUX GROISELLES
COLOMBEY LES BELLES	MONT L'ETROIT	CONFLANS	THUMEREVILLE
MONT SAINT MARTIN	MONT SAINT MARTIN	VILLERUPT	TIERCELET
LONGUYON	MONTIGNY SUR CHIERS	TOUL NORD et SUD	TOUL
COLOMBEY LES BELLES	TRAMONT EMY	VILLERUPT	VILLE AU MONTAIS
COLOMBEY LES BELLES	TRAMONT LASSUS	MONT SAINT MARTIN	VILLE HOUDEMONT

COLOMBEY LES BELLES	TRAMONT SAINT ANDRE	CONFLANS	VILLE SUR YRON
DOMEVRE EN HAYE	TREMBLECOURT	CHAMBLEY	VILLECEY SUR MAD
AUDUN LE ROMAN	TRIEUX	DOMEVRE EN HAYE	VILLERS EN HAYE
TOUL NORD	TRONDES	LONGUYON	VILLERS LA CHEVRE
CHAMBLEY	TRONVILLE	VILLERUPT	VILLERS LA MONTAGNE
AUDUN LE ROMAN	TUCQUEGNIEUX	LONGUYON	VILLERS LE ROND
LONGUYON	UGNY	VILLERUPT	VILLERUPT
COLOMBEY LES BELLES	URUFFE	LONGUYON	VILLETTE
HOMECOURT	VALLEROY	TOUL SUD	VILLEY LE SEC
THIAUCOURT	VANDELAINVILLE	DOMEVRE EN HAYE	VILLEY SAINT ETIENNE
COLOMBEY LES BELLES	VANDELEVILLE	LONGUYON	VIVIERS SUR CHIERS
COLOMBEY LES BELLES	VANNES LE CHATEL	CHAMBLEY	WAVILLE
DOMEVRE EN HAYE	VELAINE EN HAYE	THIAUCOURT	XAMMES
THIAUCOURT	VIEVILLE EN HAYE	AUDUN LE ROMAN	XIVRY CIR COURT
THIAUCOURT	VILCEY SUR TREY	CHAMBLEY	XONVILLE

instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine.

Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-104 du 17 septembre 2007 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la présence de foyers de fièvre catarrhale ovine sur les communes de Barbonville et Thézey Saint Martin dans le département de Meurthe-et-Moselle;

Considérant la nécessité d'établir un périmètre interdit autour de ces foyers ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'ensemble des communes du département est placé en périmètre interdit au regard de la fièvre catarrhale ovine.

Art. 2 : Toute exploitation détenant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine et située dans le périmètre interdit est soumise aux dispositions suivantes :

1. Un recensement des animaux des espèces réceptives présents est effectué, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
2. Une enquête épidémiologique et/ou entomologique peut être réalisée dans l'exploitation, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
3. Des visites périodiques peuvent être organisées dans l'exploitation par le vétérinaire sanitaire, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires ; ces visites peuvent comporter la réalisation de prélèvements à des fins d'analyses.
4. Toutes les dispositions sont prises au niveau des locaux et des pâtures hébergeant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine pour éviter la dissémination du virus, notamment par :
 - le traitement régulier des animaux et des locaux par un insecticide autorisé,
 - le nettoyage des abords des locaux d'élevage de façon à éviter la prolifération des insectes.

Art. 3 : Concernant le périmètre interdit, les mouvements de ruminants et de leurs matériels génétiques (sperme, ovules, embryons) sont réglementés comme suit :

1) Entrées dans le périmètre interdit

Toutes les entrées d'animaux, sperme, ovules et embryons en provenance d'une zone indemne de fièvre catarrhale ovine, de la zone de surveillance française, de la zone de protection française, ou des zones réglementées délimitées dans d'autres États membres de l'Union européenne sont autorisées, y compris à partir des périmètres interdits de ces zones.

2) Mouvements au sein du périmètre interdit

Les mouvements d'animaux, de sperme, ovules et embryons à l'intérieur du périmètre interdit sont autorisés.

3) Sorties du périmètre interdit

La sortie en dehors du périmètre interdit des ruminants, ainsi que de leurs matériels génétiques (sperme, ovules et embryons) collectés dans ce périmètre après le 1^{er} mai 2006, est interdite.

Toutefois, des dérogations en application de l'article 19 de l'arrêté du 21 août 2001 modifié sus-visé sont accordées par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Le transit au travers du périmètre interdit, des véhicules transportant ou ayant transporté des ruminants vivants ou morts, est autorisé à la condition que ces véhicules aient été préalablement nettoyés et désinsectisés.

Art. 5 : Sans préjudice des mesures administratives qui pourront être imposées par ailleurs, les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L. 228-1, L. 228-3 et L. 228-4 du code rural.

Art. 6 : Les mesures prévues au présent arrêté ne sont levées que sur instruction du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n°DDSV-SA-2007-098 arrêté préfectoral instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine est abrogé.

Les arrêtés préfectoraux de mise sous surveillance d'une exploitation suspecte de fièvre catarrhale ovine n° DDSV-SA-2007-92, et n° DDSV-SA-2007-093 sont abrogés.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 septembre 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des services vétérinaires et par délégation,
Dr Catherine NICOLEY
Inspecteur de santé publique vétérinaire

**Direction départementale de l'équipement
Service transport et sécurité**

Extrait de l'arrêté 2007/DDE/022/TBSC du 16 juillet 2007 portant réglementation de police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de la Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Champ d'application

Est soumise aux dispositions du code de la route et aux prescriptions du présent arrêté la circulation sur les sections concédées à Sanef de l'autoroute A4 dont les limites sont définies dans les tableaux ci-dessous :

AUTOROUTE A4					
Département Meurthe-et-Moselle					
Section courante	Origine	ouest	281+035	Commune de Olley	Limite du département de la Meuse
	Extrémité	est	299+357	Commune de Auboué	Limite du département de la Moselle
Echangeur	Néant				
Diffuseur	Jamy	N° 33	293+006	Commune de Hatriz	Extrémité des bretelles à leur raccordement avec la RN 103
Barrière de péage pleine voie	Beaumont		294+917	Commune de Moineville	
Aire de service	Néant				
Aires de repos	Bois de Labry	Sens Paris - Strasbourg	290+788	Commune de Labry	
	Bois Saint-Martin	Sens Strasbourg - Paris	290+369	Commune de Labry	

La liste des communes traversées par l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle est la suivante :

DEPT	COMMUNES	P.R	
		Origine	Extrémité
54	OLLEY	281+035	284+038
54	JENDELIZE	284+038	286+140
54	BONCOURT	286+140	287+320
54	ABBEVILLE LES CONFLANS	287+320	288+897
54	LABRY	288+897	289+067
54	ABBEVILLE LES CONFLANS	289+067	289+797
54	LABRY	289+797	291+157
54	HATRIZE	291+157	294+592
54	MOINEVILLE	294+592	298+309
54	AUBOUE	298+309	299+357

Art. 2 : Accès

L'accès et la sortie de la section de l'autoroute visée à l'article 1 ne peuvent se faire que par les chaussées aux extrémités du domaine autoroutier concédé ou aux points d'échanges prévus à cet effet.

Sauf circonstances exceptionnelles, tous les autres accès ou issues sont interdits. Ces derniers sont soit clos par des portails ou barrières, soit signalés par des panneaux (accès ou sens interdits) avec panonceau "sauf service".

Sont toutefois autorisés à emprunter ces autres accès ou issues les agents Sanef dans le cadre spécifique de leurs missions et les véhicules du gestionnaire de la voirie, des forces de police ou de gendarmerie, de la protection civile, de lutte contre l'incendie, de secours aux blessés, des entreprises appelées à travailler sur l'autoroute et des dépanneurs répondant aux conditions fixées par le cahier des charges de dépannage de Sanef

Il est interdit à tous les véhicules de stationner dans les chemins menant aux accès de secours ou issues de service (entrée et sortie), aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du domaine autoroutier.

En cas de stationnement illégal gênant le passage des secours, le véhicule sera évacué sans délai par un garagiste agréé sur demande des autorités de police compétentes au frais du propriétaire du véhicule (ceci ne faisant pas obstacle aux arrêts momentanés des véhicules).

En outre, il est interdit de prendre à contresens de circulation les chaussées de l'autoroute ainsi que les bretelles de raccordement des diffuseurs, les bretelles des aires autoroutières et des parkings associés des gares de péage, soit pour quitter l'autoroute, soit pour y accéder. Ces interdictions sont matérialisées par des panneaux BI (sens interdit), B2a et B2b (interdiction de tourner à droite et à gauche).

Les usagers circulant sur les bretelles d'insertion des aires et diffuseurs d'A4 devront céder la priorité aux véhicules circulant en section courante. Ces

régimes de priorité seront matérialisés par des panneaux de type AB3 (Cédez le passage)

Art. 3 : Péage

La perception du péage est effectuée dans les installations des gares, en barrière ou sur diffuseurs, suivantes :

PÉAGE AUTOROUTE A4 Département Meurthe-et-Moselle			
Gare de péage en barrière pleine voie	Beaumont	294+917	Commune de Moineville
Gare de péage sur diffuseur	Jarny	293+006	Commune de Hatrize

Si pour un motif exceptionnel (manifestation, accident ou catastrophe naturelle notamment), une gare de péage ne peut être utilisée, la perception des péages peut être organisée en tout autre point choisi par la société concessionnaire.

A l'approche des gares de péage, les usagers doivent :

- ralentir progressivement conformément à la signalisation en place,
- éteindre leurs feux de route,
- respecter les hauteurs limites indiquées par les gabarits (panneau B12) situés sur les couloirs de péage automatiques et télépéage,
- s'engager entre les îlots dans un couloir en fonction de l'affectation de ce dernier,
- marquer l'arrêt au droit des installations de péage (cabine du receveur ou automate), sauf si la voie est réservée au télépéage,
- respecter les passages piétons lorsqu'ils existent,
- procéder aux opérations « péage » d'entrée ou de sortie de la section d'autoroute à péage, qui peuvent être manuelles, automatiques ou sans arrêt, en se conformant aux indications données par le personnel de la société concessionnaire ou par la signalisation en place.

Les voies d'évitement des postes de péage (notamment les sur largeurs de plate-forme) sont strictement réservées à des usages exceptionnels autorisés par la société concessionnaire.

Art. 4 : Limitations de vitesse

La vitesse sur l'ensemble des sections est réglementée par le code de la route et les textes pris pour son application.

Sur les bretelles des échangeurs, diffuseurs aires de stationnement et à l'approche des gares de péage la vitesse des véhicules de toute nature sera limitée d'une manière dégressive par palier de 20 km/h.

Sens 1 : Paris – Lille

Sens 2 : Lille – Paris

Sens 2 : Entrée

Sens 1 : Partir

AUTOROUTE A4						
LIMITATION DE VITESSE						
Département Meurthe-et-Moselle						
Section courante :	Du PR	Au PR	Sens 1	Sens 2		
	281+035	299+357	130 km/h	130 km/h		
Veh+Caravane	Du PR	Au PR	Sens 1	Sens 2		
Veh > 3500.	Néant					
Echangeur :	Nom :	PR :	Limitation de vitesse			
	Néant					
	Diffuseur :	Nom :	PR :	Entrée sens 1	Entrée sens 2	Sortie sens 1
Jarny		293+006	50	50	90-70-50-30	90-70-50-30
Barrière péage pleine voie :	Beaumont	294+917	/	110-90-70	110-90-70	/
Aire de service :	Nom :	PR :	Bretelle Entrée sur aire sens 1	Bretelle Entrée sur aire sens 2	Sur aire	
	Néant					
Aires de repos	Nom :	PR :	Bretelle Entrée sur aire sens 1	Bretelle Entrée sur aire sens 2	Sur aire	
	Bois St Martin	290+369		90-70	30	
	Bois de Labry	290+788	90-70		30	

Art. 5 : Restrictions de circulation

Les Interdictions :

Seuls sont admis à circuler sur l'autoroute les véhicules réputés en bon état de marche

Ne sont pas admis à emprunter l'autoroute :

- Toutes les catégories mentionnées aux articles R.421-2 et R 433-4 du code de la route
- Les véhicules ou convois hors gabarit sauf dérogation accordée dans les conditions prévues au Code de la Route et par l'arrêté du 4 mai 2006 relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensemble de véhicules comportant plus d'une remorque, publié au Journal Officiel du 12 mai 2006.
- Les véhicules dont le chargement est mal arimé (tout véhicule transportant un chargement mal arimé ou des matériaux risquant de se répandre sur la chaussée sera obligatoirement muni d'une bâche ou d'un filet de protection ou se verra interdire l'accès de l'autoroute).

Les véhicules transportant des marchandises dangereuses sont soumis aux dispositions :

- du code de la route (R411-18)
- de l'ADR en vigueur (arrêté relatif au transport des marchandises dangereuses par route dit « arrêté ADR du 22 décembre 2006 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2001 »).

Chantiers :

La circulation au droit des chantiers est réglementée par un arrêté permanent ou un arrêté particulier, selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6

février-1996 relative à l'exploitation sous chantier.

Le concessionnaire pourra, dans le respect des prescriptions ministérielles relatives à l'exploitation sous chantier, apporter des restrictions à la circulation et à l'usage des installations annexes. Ces prescriptions feront l'objet d'un arrêté distinct.

Viabilité hivernale :

Sur les sections d'autoroute en cours de déneigement la circulation des poids lourds sera réglementée conformément aux articles R412-25 et R414-17 (inséré par Décret n° 2002-530 du 11 avril 2002 art. 1 Journal Officiel du 18 avril 2002) :

« Lorsque, sur la chaussée, une voie de circulation au moins est couverte de neige ou de verglas sur toute ou partie de sa surface :

1° Le dépassement ou le changement de file est interdit à tout conducteur d'un véhicule dont le poids total autorisé en charge excède 3,5 tonnes ou à tout conducteur d'un ensemble de véhicules dont la longueur excède 7 mètres ;

2° Le dépassement des engins de service hivernal en action ou en cours de salage sur la chaussée est interdit à tout véhicule. »

Des panneaux B3a « interdit au PL de doubler » avec bavette M9z comportant la mention « par temps de neige et de verglas » ont été implantés sur toute la section d'A4.

Pour permettre d'effectuer dans des conditions convenables le déneigement, la circulation des poids lourds pourra être interdite pendant la durée de cette opération. Les poids lourds stationneront alors aux emplacements qui leur seront désignés par les forces de police et notamment sur les aires de repos ou de service, à proximité des échangeurs après les barrières pleine voie de péage sur la voie la plus à gauche, sur les bandes d'arrêt d'urgence.

Dans le cas de création de convois, ceux-ci seront organisés selon les procédures définies dans les plans de secours ou P.I.S approuvés, en vue d'être pilotés par un train de déneigement; ils comporteront nécessairement un nombre limité de véhicules. Cette mesure pourra en tant que de besoin, être étendue aux véhicules légers.

Les engins appartenant soit à la société concessionnaire, soit à des entreprises, tels que chargeurs, niveleuses, peuvent être équipés de pneus à crampons, pendant la campagne hivernale, à condition de respecter les normes fixées par la réglementation en vigueur.

La circulation des engins de déneigement de la société concessionnaire, ou des entreprises, est autorisée pendant l'application de restrictions apportées à la circulation dans un cadre général.

Les engins de déneigement de la société concessionnaire ou des entreprises peuvent être amenés à circuler sur les sections de voiries locales même soumises à barrière de dégel pour rejoindre les chantiers auxquels ils sont affectés ou, lorsqu'ils empruntent des accès de service ou des échangeurs, faisant partie des circuits de salage et pour effectuer des demi-tours. Les collectivités locales (conseils généraux et communes) seront sollicitées pour que les arrêtés de police des voiries concernées intègrent ces dispositions.

Lors du déclenchement des plans d'urgence départementaux ou de mesures zonales ou nationales interdisant la circulation du trafic sur toute ou partie d'une autoroute, seront autorisés à circuler les engins de déneigement, les camions de transport de produits de déverglasage ainsi que les porteurs de carburant approvisionnant les districts chargés de la viabilité hivernale, Sanef pouvant, dans ce cas, être prioritaire.

Restrictions liées au trafic :

En cas d'événement perturbant fortement les conditions de circulation, les modalités de déviation ou de déstagement sont celles définies dans les plans de secours ou P.I.S approuvés ou celles mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Restrictions liées à la sécurité :

Pour les véhicules concernés, l'emprunt des voies spéciales véhicules lents est obligatoire, conformément à l'article R.412-25 du Code de la Route.

Autoroute A4 :

Sens	PR début	PR fin
Néant		

Art. 6 : Régime des priorités

En application de l'article R.26-1 du code de la route, modifié également par le décret du 8 novembre 1996, le régime des priorités entre deux autoroutes ou en sortie d'autoroute est fixé par le préfet.

BIFURCATION D'AUTOROUTES sur A4

Echangeurs :	Voirie de raccordement	Panneau
Néant		

SORTIES LOCALES AUTOROUTE A4

Diffuseurs :	Voirie de raccordement	Panneau
Diffuseur de Jarny	RN 103	AB3a + M9c

Art. 7 : Arrêt et stationnement sur les aires de repos, de service et plate-formes de péage

Des emplacements de stationnement sont mis à la disposition des usagers de l'autoroute sur les aires de service et de repos et les plates-formes de péage.

L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits en dehors des emplacements aménagés à cet effet, et notamment sur les voies de circulation, d'accélération, de décélération, d'évitement et les accotements.

Les places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite sur les aires, doivent être laissées libres par les autres usagers. Elles sont matérialisées par des panneaux B6 complétés par des panonceaux M6h GIC et GIG.

Les usagers doivent se conformer aux indications données par les panneaux et affiches en ce qui concerne l'utilisation des locaux sanitaires. Le dépôt des ordures doit être fait dans les poubelles prévues à cet effet.

Le camping est interdit sur l'ensemble du domaine concédé.

Les jeux mis à dispositions des enfants par le concessionnaire sont sous la surveillance et la responsabilité des parents ou accompagnateurs.

Tout jeu susceptible de provoquer une gêne ou un danger pour les autres usagers est interdit.

Les lavages, nettoyages et vidanges des véhicules sont interdits sur le domaine concédé, en dehors des installations aménagées au droit des stations services sur les aires.

La durée du stationnement est limitée à 24 heures sur les aires et à 12 heures sur les parkings associés aux gares de péage. Toutefois, cette limite sera augmentée de 24 heures pour les poids lourds par jour de week-end, jour férié et jour d'interdiction de circulation. Au-delà de cette durée, le véhicule pourra être mis en fourrière conformément aux dispositions prévues par l'article R 417-12 du code de la route.

L'enlèvement se fera à l'initiative de l'autorité compétente dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Art. 8 : Dommages causés aux installations

Toute détérioration du domaine public autoroutier, notamment des ouvrages d'art, chaussées, installations annexes, plantations, portails et accès de service, équipements des aires, tout dépôt ou abandon d'ordures, déchets, matériaux et autres objets sera poursuivie et punie selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public, conformément aux dispositions de l'article R 116-2 du code de la voirie routière.

Sanef, représentée par son chef de District, est habilitée à demander que tout usager responsable d'une détérioration du domaine public soit tenu à réparation du montant des travaux de remise en état, des frais de signalisation et de sécurité, et éventuellement des préjudices d'exploitation subséquents.

Art. 9 : Postes téléphoniques d'appel d'urgence

Les postes d'appel d'urgence doivent être utilisés prioritairement à tout autre moyen de communication pour demander les secours nécessaires en cas d'accident ou de panne et pour signaler tout incident susceptible de mettre en cause la sécurité des autres usagers, car ils permettent de localiser immédiatement l'appel.

Les usagers ayant besoin de secours peuvent utiliser les accotements pour se rendre à pied à ces postes en s'efforçant, chaque fois qu'il est possible, de cheminer derrière les glissières de sécurité.

Dans le cas contraire, une circulation à pied, au plus près de la glissière de sécurité, est recommandée.

Art. 10 : Arrêts en cas de panne ou d'accident

En cas de panne :

L'usager doit s'efforcer de dégager la chaussée et d'immobiliser son véhicule sur la bande d'arrêt d'urgence, le plus loin possible des voies réservées à la circulation et de se mettre à l'abri derrière les glissières de sécurité lorsque celles-ci existent ou de préférence, rejoindre un refuge, une aire de stationnement ou de service ou un refuge, jusqu'à ce qu'il soit en mesure de reprendre une progression normale.

Au cas où l'usager ne peut, par ses propres moyens, faire repartir son véhicule dans un délai raisonnable (trente minutes), il doit demander les secours nécessaires en utilisant le réseau téléphonique d'appel d'urgence. Après cette communication, l'usager doit retourner auprès de son véhicule et se tenir le plus loin possible de la chaussée en attendant les secours.

Si le réseau d'appel d'urgence est en dérangement, l'usager doit attendre le passage d'un véhicule de surveillance routière et lui signaler qu'il est en difficulté, par exemple en soulevant le capot de son moteur.

Tout usager est tenu d'évacuer son véhicule de l'emprise de l'autoroute dans les meilleurs délais : faute d'y satisfaire, Sanef est habilitée à y procéder à sa place et à ses frais.

Les interventions de réparations et de dépannage excédant trente minutes pour les véhicules légers et 1 heure pour les poids lourds ainsi que toute réparation ou dépannage quelle qu'en soit la durée pour les véhicules de transports en commun et les véhicules transportant des matières dangereuses sont interdites sur les bandes d'arrêt d'urgence; L'usager doit alors faire évacuer son véhicule hors de l'autoroute (ou, en cas de nécessité, sur l'aire ou sur un espace spécialement aménagé à cet effet) par un dépanneur agréé par la société concessionnaire.

De même quel que soit le type de véhicule concerné, les interventions sur la bande d'arrêt d'urgence lorsque celle-ci est d'une largeur inférieure à 2,50 m sont interdites ainsi que sur certains ouvrages

(viaduc, tunnel).

En cas d'accident :

L'alerte doit être donnée par l'intermédiaire des postes d'appel téléphoniques d'appel d'urgence prioritairement à tout autre moyen de communication ou éventuellement du véhicule d'assistance routier (patrouilleur).

La société concessionnaire doit prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter l'intervention des services chargés d'apporter des secours aux victimes.

La protection sommaire de l'accident est assurée par le premier des services de l'ordre ou de sécurité qui arrive sur les lieux de l'accident.

Elle est ensuite complétée si nécessaire par le matériel de protection spécialisé dont dispose la société concessionnaire.

La société concessionnaire pourra, après concertation avec les forces de police de l'autoroute imposer les mêmes restrictions de circulation que pour les travaux d'entretien ou de grosses réparations quels que soient le jour et les longueurs de chaussées intéressées.

Tout usager accidenté est tenu de dégager la chaussée et l'emprise de l'autoroute de toute entrave à la circulation causée par son véhicule ou les marchandises transportées. Au cas où l'usager refuserait ou serait dans l'impossibilité de satisfaire à cette obligation, la Société serait habilitée à procéder ou faire procéder par un garagiste répondant aux conditions fixées par le cahier des charges de dépannage du gestionnaire de la voirie, à l'enlèvement des marchandises et du véhicule accidenté aux frais de l'intéressé.

Art. 11 : Dépannage

Le service de dépannage est organisé à l'initiative de Sanef.

Les dépanneurs sont agréés annuellement par une commission interdépartementale d'agrément, placée sous la présidence du Préfet.

Les usagers en panne se conformeront aux prescriptions édictées par la société concessionnaire dans le Règlement d'Exploitation.

Tout véhicule inoccupé demeurant immobilisé sur la bande d'arrêt d'urgence au-delà du délai nécessaire à l'intervention d'un dépanneur sera, compte tenu du danger qu'il représente, enlevé sous la responsabilité de la Société par un garagiste agréé. Le propriétaire devra, pour le récupérer, acquitter les frais d'enlèvement et de garde.

En cas d'abandon d'un véhicule dans les emprises du domaine public, l'enlèvement se fera à l'initiative de l'autorité compétente dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Art. 12 : Divers

Il est interdit à toute personne, sur le domaine autoroutier :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages, détritus, et d'une manière générale, tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptible de provoquer des troubles ou des accidents,
- de se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire sans autorisation,
- de prendre des vues photographiques ou cinématographiques dans des buts commerciaux ou publicitaires, sans autorisation.
- de procéder à toute action de propagande
- de créer des troubles à la circulation (Art R412-51)
- de se livrer à la mendicité
- de quêter
- de pratiquer l'auto-stop
- d'abandonner des animaux
- d'abandonner son véhicule et accessoires attenants divers.

Les animaux introduits sur le réseau (aires, parkings...) par les usagers doivent obligatoirement être tenus de façon à ne pas divaguer. L'abandon sur la voie publique d'un animal domestique est puni par la loi (Art-511-1 du code pénal)

Les animaux abandonnés seront placés en fourrière à la charge de leurs propriétaires.

Art. 13 : Prescriptions relatives à l'organisation de la sécurité et de la surveillance du trafic

Les forces de Police ou de Gendarmerie pourront prendre toutes mesures justifiées par les besoins de la sécurité ou par les nécessités de l'écoulement du trafic, en relation avec Sanef.

Art. 14 : Abrogation des arrêtés précédents

L'arrêté départemental portant réglementation de la police sur l'autoroute A4 dans le département de la Meurthe-et-Moselle approuvé par Monsieur le Préfet de la Meurthe et Moselle le 17 octobre 2002 est abrogé.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions antérieures.

Art. 15 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur du réseau Sanef-Est à Reims sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au commandant du 6^{ème} groupement de C.R.S. de Metz, au directeur interdépartemental des routes de l'Est, les maires de Olley, Jandelize, Boncourt, Abbeville-lès-Conflans, Labry, Hatrize, Moineville, Auboué, au président de la mission de contrôle des autoroutes, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 16 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté 2007/DDE/027/TBSC du 10 juillet 2007 portant fermeture de l'A330 au PR 0+000 fin de la 2X2 voies dans le sens Ludres-Nancy pour travaux sur la RD 674

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de réfection de la couche de roulement et d'entretien de la RD 674 dans le sens LUDRES-NANCY entre la fin de l'A330 et le giratoire de Marcel BROU sur le territoire des communes de VANDOEUVRE-LES-NANCY, NANCY et JARVILLE-LA-MALGRANGE.

A R R E T E

Art. 1^{er} : Afin de procéder à des travaux de réfection et d'entretien de la RD 674 dans le sens LUDRES-NANCY l'A330 sera fermée au PR0+000 du lundi 16 au vendredi 20 juillet 2007, dont 4 nuits de 21 h 00 à 6 h 30; section des travaux comprise entre le PR 0+000 de l'A330 (fin de la 2x2 voies) et le PR 36+020 de la RD 674 (giratoire Marcel BROU), sur le territoire des communes de VANDOEUVRE-LES-NANCY, NANCY et JARVILLE-LA-MALGRANGE.

Art. 2 : Les usagers venant de l'A330 en direction du giratoire Marcel BROU doivent emprunter la déviation suivante :

sortie n° 1 de l'A330 direction NANCY parc des expositions vers RD 570 route de MIRECOURT, puis la RD 93 A boulevard BARTHOU, l'avenue Paul DOUMER, le quai de la Bataille, puis la RD 570 rue de Bonsecours (attention hauteur de l'ouvrage pour les poids lourds), RD 400 avenue de STRASBOURG, rue Mansuy GAUVAIN, puis le prolongement boulevard LOBAU vers JARVILLE-LA-MALGRANGE, rue Gabriel FAURE et rejoindre la RD 674 en direction du giratoire Marcel BROU.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 4 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la régie de l'UDAM du Val de Lorraine en ce qui concerne la déviation et de l'entreprise SOMARO pour le balisage du chantier au droit de l'A330.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle et le commandant de la C.R.S. autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de VANDOEUVRE-LES-NANCY, NANCY et JARVILLE-LA-MALGRANGE, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Pour le chef de STS et par délégation,
Le chef de la cellule TBSC,
Yann TABERKANE

Extrait de l'arrêté 2007/DDE/028/TBSC du 13 août 2007 portant travaux d'entretien annuel du viaduc de Piedmont - RN 52

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'entretien annuel (viaduc de Piedmont) sur la RN 52 entre les PR 19+950 et 23+500, sur le territoire des communes de LONGWY et MONT-SAINT-MARTIN ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Du lundi 27 août au vendredi 31 août 2007 de 8 h 00 à 17 h 00, la circulation sera interdite sur la RN 52 entre les PR 19+950 et 23+500 (viaduc de Piedmont) dans les deux sens de circulation, sur le territoire des communes de LONGWY et MONT-SAINT-MARTIN.

Art. 2 : Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

Déviations METZ→BELGIQUE :

sur la RN 52, au droit de l'échangeur de MONT-SAINT-MARTIN, prendre l'avenue de LONGWY (traverse de la commune de LONGWY) puis la RD 918 par le boulevard de METZ (traverse de la commune de MONT-SAINT-MARTIN) jusqu'à l'échangeur du VAL-MONT-SAINT-MARTIN, en direction de ARLON-LUXEMBOURG.

Déviations BELGIQUE→METZ :

sur la RN 52, au droit de l'échangeur du VAL-MONT-SAINT-MARTIN, prendre la RD 918 par le boulevard de METZ (traverse de la commune de MONT-SAINT-MARTIN), puis l'avenue de LONGWY (traverse de la commune de LONGWY) jusqu'à l'échangeur de MONT-SAINT-MARTIN, en direction de METZ.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 4 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la DIR-Est (CEI de VILLERS-LA-CHEVRE)

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de LONGWY et MONT-SAINT-MARTIN, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U. et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 août 2007 Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat en Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
La chef de STS,
B. HILT

Extrait de l'arrêté 2007/DDE/032/TBSC du 30 août 2007 portant travaux de réfection des accès de service n° 92 et 93 et des dispositifs de sécurité de l'ouvrage d'art n° X8 au PR 289+627 de l'autoroute A 4 dans le sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité, de procéder à des travaux de réfection des accès de service n° 92 et 93 et des dispositifs de sécurité de l'ouvrage d'art n° X8 de l'autoroute A4 entre les PR 289+400 et 289+800, sur le territoire de la commune d'ABBEVILLE-LES-CONFLANS district A4 de JARNY.

ARRETE

Art. 1^{er} : Du lundi 03 septembre au vendredi 21 septembre 2007, la circulation s'établit comme suit sur l'autoroute A4, dans les deux sens de circulation entre les PR 289+400 et 289+800 du sens PARIS-STRASBOURG et entre les PR 289+800 et 289+400 du sens STRASBOURG-PARIS, sur le territoire de la commune d'ABBEVILLE-LES-CONFLANS, district A4 de JARNY ;

Art. 2 : Par dérogation aux articles n° 2, 4 et 10 de l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 24 août 1999 pour le département de Meurthe-et-Moselle, les travaux de réfection des accès de service n° 92 et 93 et des dispositifs de sécurité de l'ouvrage d'art X8 au PR

289+627 sont autorisés pendant la période du lundi 03 septembre au vendredi 21 septembre 2007.

Dérogation à l'article n° 3

- Les balisages de chantier resteront en place jour et nuit pendant la durée du chantier.

Dérogation à l'article n° 4

- Le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation pourra dépasser 1200 véhicules/heure.

Dérogation à l'article n° 10

- L'inter distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieur à la réglementation en vigueur.

Art. 3 : Suivant les phases de travaux, les restrictions de circulation sur l'autoroute A 4 dans le sens en travaux seront les suivantes :

Travaux réalisés simultanément dans les deux sens de circulation.

Restrictions : dans le sens PARIS-STRASBOURG du PR 289+400 au PR 289+800 et STRASBOURG-PARIS du PR 289+800 au PR 289+400 les voies de droite seront neutralisées ; la circulation se fera sur la voie de gauche. La vitesse sera limitée à 90 km/h, il sera interdit de doubler à tout véhicule.

Durée des travaux : du lundi 03 septembre au vendredi 21 septembre 2007, y compris les samedis, dimanches et jours hors chantier.

Art. 4 : Prescriptions générales

Les dates prévisionnelles de travaux sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées en fonction des intempéries et ou des problèmes techniques de chantier.

Les horaires de pose et dépose des balisages sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être optimisés en fonction du trafic.

La circulation des poids lourds chargés de la mise en place des séparateurs modulaires de voies sera autorisée, pendant la durée du chantier, du samedi à 22 h 00 au dimanche 22 h 00 et de 22 h 00 veille de jour férié à 22 h 00 les jours fériés. A ce titre, le transporteur se rapprochera des services compétents de la préfecture du lieu de départ en charge, afin d'obtenir cette dérogation.

Sanef, en accord avec la gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, assurera la protection mobile pour tout mouvement de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors de la zone de chantier qui ne serait pas neutralisée.

Art. 5 : La signalisation verticale sera mise en place et entretenue par les services du centre d'entretien Sanef de JARNY.

L'entreprise aura à sa charge la mise en place et l'entretien des séparateurs modulaires de voies.

L'ensemble de la signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 06 novembre 1992.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

La signalisation de police temporaire ne devra pas être contradictoire avec une mesure d'exploitation prise sur le chantier.

Art. 6 : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de JARNY, le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON et le directeur de l'exploitation de Sanf-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires d'ABBEVILLE-LES-CONFLANS et de JARNY, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 août 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation
Le chef de STS,
B. HILT

Service de l'urbanisme et des affaires juridiques

Extrait de l'arrêté n° 07-DE-006-PU du 29 août 2007 approuvant la carte communale de Battigny en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La carte communale de BATTIGNY qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : En vertu de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le maire de BATTIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 29 août 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Service interrégional de la navigation du nord-est**Extrait de l'arrêté du 6 septembre 2007 mettant en demeure le maire de Dieulouard de déposer un dossier de demande d'autorisation du système d'assainissement de l'agglomération de Dieulouard au titre du Code de l'environnement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'en application de la directive européenne du 21 mai 1991 susvisée et des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales, le système d'assainissement de la commune de Dieulouard, eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement, devait respecter les obligations résultant de la directive susvisée, à savoir la mise en œuvre de la collecte et du traitement de ses eaux usées au plus tard le 31 décembre 2005, Considérant qu'à ce jour la commune de Dieulouard n'a pas procédé à la mise en conformité de son système d'assainissement avec les obligations rappelées ci-dessus, alors même que l'échéance susmentionnée est dépassée, Considérant en conséquence que la commune de Dieulouard doit réaliser les travaux de mise en conformité de son système d'assainissement dans les meilleurs délais, Considérant que pour ce faire, il est nécessaire de fixer à la commune de Dieulouard une date limite pour le dépôt du dossier de demande de déclaration de son système d'assainissement,

ARRETE

Art. 1^{er} : Le maire de la commune de Dieulouard est mis en demeure de déposer, dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté, un dossier de demande de déclaration de son système d'assainissement répondant aux prescriptions des arrêtés du 22 décembre 1994 susvisés.

Art. 2 : En cas de non-respect des prescriptions prévues par l'article 1^{er} du présent arrêté, le maire de la commune de Dieulouard est passible des mesures prévues par l'article L.216-1 du Code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L.216-9, L.216-10 et L.216-12 du même code.

En outre, en cas de constat de pollution des cours d'eau récepteurs par des rejets du système d'assainissement existant, le maire de la commune de Dieulouard est passible des sanctions prévues par les articles L.216-6 et L.216-9, L.432-2 et L.432-4 du Code de l'environnement, dans les conditions prévues respectivement par les articles L.216-12 et 437-23 du même code.

Art. 3 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; une copie en sera déposée en mairie de Dieulouard et pourra y être consultée.

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Art. 4 : Ainsi que prévu à l'article L.216-2 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY) dans les conditions prévues à l'article L.514-6 du même code.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le chef du service de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de la commune de Dieulouard.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt (mission inter services de l'eau de Meurthe-et-Moselle), au directeur régional de l'environnement de Lorraine, au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au directeur de la délégation interrégionale de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle et au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 6 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 septembre 2007 mettant en demeure la Communauté Urbaine du Grand Nancy à respecter le traitement du paramètre azote à la sortie de la station d'épuration communautaire de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'en application de la directive européenne du 21 mai 1991 susvisée et des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales, le système d'assainissement de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement et à la sensibilité du milieu récepteur du rejet au paramètre azote, devait respecter les obligations résultant de la directive susvisée, à savoir la mise en œuvre d'un traitement plus rigoureux de ses eaux usées, au plus tard le 31 décembre 1998, Considérant la mise en œuvre prochaine de la Directive Cadre sur l'Eau, en ce qui concerne l'objectif d'atteinte du "bon état" des masses d'eau à l'horizon 2015,

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2006 est modifié comme suit :

"**Art. 1^{er}** : La Communauté Urbaine du Grand Nancy est mise en demeure :

1-1) à compter de la signature du présent arrêté, de respecter, en moyenne annuelle, ainsi qu'en moyenne mensuelle d'avril à octobre, l'une des exigences suivantes pour le traitement de l'azote global (NGL) :

- concentration maximale de rejet de 10 mg/L (sans dépasser journalièrement 20 mg/L)

ou

- rendement minimum de 70 %.

1-2) pour le 31 mai 2008, d'avoir étudié d'une part les éventuelles améliorations possibles de la station d'épuration dans le cadre de l'autorisation du 19 août 1999 et d'autre part, les conditions techniques et financières permettant de satisfaire aux objectifs (seuils provisoires puis définitifs s'ils sont connus avant l'échéance) de "bon état" des masses d'eau fixées par la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000.

Les analyses à conduire porteront notamment sur l'étude :

- de l'abandon éventuel du traitement actuel et du développement d'un nouveau procédé ;
- de la possibilité de réduire les eaux claires parasites afin de pallier les problèmes de dilution rencontrés ;
- de l'élimination de substances inhibitrices de l'azote éventuellement présentes dans les effluents reçus par la station d'épuration".

Art. 2 : En cas de non-respect de la prescription prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté, la Communauté Urbaine du Grand Nancy est passible des sanctions administratives prévues par l'article L.216-1 du code de l'environnement ainsi que des sanctions pénales prévues par l'article L.216-10 du même code.

Art. 3 : En vue de l'information des tiers :

■ Une copie sera déposée en mairies d'Art-sur-Meurthe, Dommarmont, Essey-lès-Nancy, Fléville-devant-Nancy, Heillecourt, Houdemont, Jarville-La-Malgrange, Laneuveville-devant-Nancy, Laxou, Ludres, Malzéville, Maxéville, Nancy, Pulnoy, Saint-Max, Saulxures-lès-Nancy, Seichamps, Tomblaine, Vandoeuvre-lès-Nancy et Villers-lès-Nancy et pourra y être consultée.

■ Une copie sera affichée dans ces mairies pendant un délai minimum d'un mois.

Art. 4 : Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY) dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le chef du service Interrégional de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté Urbaine du Grand Nancy et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt – chef de la MISE, au directeur régional de l'environnement, au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, au délégué régional de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), au chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle et au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 10 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Trésorerie générale**Délégation de signature du 1^{er} septembre 2007**

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 1^{er} septembre 2007, les personnes suivantes :

I – Délégations générales

M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Alain MAUCHAMP, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Jean-François BOYMOND,	Trésorier principal
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
Mme Marie-France COLOMBEY,	Trésorier principal, Chef de division
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur-percepteur, Chef de division
Mme Françoise TONIN,	Receveur-Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur-Percepteur, Chef de division

II – Délégations spéciales

1- Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

1-1 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
Madame Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Mme Christiane BRETON, Contrôleur principal, Service Dépôts et Services Financiers

M. Bernard LAROSE, Contrôleur, Service Comptabilité

M. Michel ROUSSEAU, Receveur perceuteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

1-2 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCL, à :

Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes

1-3 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor, à :

Mme Christiane BRETON, Contrôleur principal, Service Dépôts et Services Financiers

1-4 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs aux fichier central des chèques, à :

Mme Christiane BRETON, Contrôleur principal, Service Dépôts et Services Financiers

2- Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, chef du pôle Recouvrement contentieux

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

3- Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

4- Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

M. Michel ROUSSEAU, Receveur-Perceuteur, Chef de division

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

5- Audit

Procuration spéciale est donnée à :

M. Laurent RIGOULEAU, Inspecteur du Trésor public, pour :

- Signer les procès-verbaux des vérifications des régies d'avance et/ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des enseignements privés et des établissements d'enseignement agricole qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.
- Signer les procès-verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ou de recettes qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.
- Signer les procès-verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisés.
- Tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit.

6- Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, chef du service Budget logistique

Melle France BERNIZ, Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation

Melle Nathalie SAULNIER, Inspecteur, Chef du service Recouvrement contentieux

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers

M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense

Mme Dominique CRABOUILLET, Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication

Mme Sylvie ROMAIN, Inspecteur, Chef du service Ressources Humaines

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, Chef du Pôle Recouvrement Contentieux

Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL.

M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage

Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage

M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique

Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, gérant intérimaire du service Gestion des Impôts et Amendes

Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, chargée de mission Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat

M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

M. Michel ROUSSEAU, Receveur perceuteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

7- Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les certificats de paiement pour le compte de l'Office National des Forêts, les demandes de renseignements et accusés de réception du service Recouvrement, les états annuels des certificats reçus (DC7), les états de poursuites par voie de saisie, à :

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur

Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur

Mme Agnès PREBAY, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :

M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal

Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal

Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal

Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

8- Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, gérant intérimaire du service

Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

9- Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :

Mme Sylvie ROMAIN, Inspecteur, chef du service

M. Jean-François BOYMOND, Trésorier principal

Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur perceuteur, chef de division.

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :

Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

10- Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

11- Fonctionnement du Pôle Recouvrement Contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

Melle Marie-Christine RENAULD, Contrôleur principal

12- Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur

Mme Martine FROST, Contrôleur principal

13- Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

M. Bernard LAROSE, Contrôleur

14- Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL gestion, le courrier interne au service, à :

M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

M. André THOUVENIN, Contrôleur principal

15- Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL Conseil, le courrier interne au service, à :

Mme Noëlle MARIANI, Contrôleur principal

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal

16- Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Christiane BRETON, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur principal

M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à :

Mme Christiane BRETON, Contrôleur principal

Melle Evelynne CANTENER, Contrôleur

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur

17- Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :

M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal

18- Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

M. Jean-Michel BURTIN, Contrôleur principal
 Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
 Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal
 19- Fonctionnement du service Recouvrement contentieux
 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Recouvrement contentieux, le courrier interne au service, à :
 Mme Francine KLEIN, Contrôleur principal
 20- Fonctionnement du service France Domaine
 20-1 Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation
 Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;
 Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

Arrête :

Art. 1^{er}. – M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

20-2 Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 1^{er} septembre 2005.

Christian BRUNET

AUTRES SERVICES

Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Décision du 19 septembre 2007 portant délégation de signature

Le directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n°91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret n°92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Art. 1^{er}. – Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer en ses nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Achats, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur de l'Achat Médical

Art. 2. – Donne délégation principale à M. Jean-Philippe SAJUS, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Achats, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur de l'Achat Médical

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Art. 3. : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'il encadre, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur en charge de la filière Laboratoire du Secteur de l'Achat Médical

Art. 4. : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

de respecter les procédures réglementaires, de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières, de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 5. : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 6. : La présente délégation se substitue à celle du 23 janvier 2007. Elle prend effet à la date du 1^{er} octobre 2007 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

Décision du 19 septembre 2007 portant délégation de signature

Le directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des Marchés Publics ;

Vu le Règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres ;

Vu le Guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Art. 1^{er}. : Délègue sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics et les cahiers des clauses administratives générales, à :

- Mademoiselle BOULANGER, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;

- Monsieur SAJUS, Directeur Adjoint, Directeur des Achats ;

- Mademoiselle RUTHMANN, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;

- Monsieur GROB, Ingénieur, Mission Grands travaux ;

- Monsieur STARK, Directeur Adjoint, Directeur des Ressources Humaines.

Art. 2. : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du Code des Marchés Publics, et dont le montant est inférieur à 210.000 € HT, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est-à-dire :

- M. SAJUS : les marchés passés par la Direction des Achats ;

- M. GROB : les marchés passés par la Mission Grands Travaux et les services techniques de sites ;

- M. STARK, Mlle BOULANGER, Mlle RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics.

Au-delà de 210.000€ H.T., Monsieur le Directeur Général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du code des marchés publics.

Art. 3. : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

de respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics

de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4. : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement.

Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le Directeur Général, représentant du pouvoir adjudicateur, ou le Directeur Général Adjoint, titulaire d'une délégation générale de signature.

La présente décision de délégation se substitue à celle du 23 janvier 2007. Elle prend effet à la date du 1^{er} octobre 2007.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

Décision du 19 septembre 2007 portant délégation de signature

Le directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Mission Grands Travaux et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Art. 2 : Donne délégation principale à M. Sylvain GROB, Ingénieur responsable de la Mission Grands Travaux, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Fonction Technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Pascal DI MAJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Louis PEROT, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Etienne MAUGET, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-François MILLARD, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation se substitue à celle du 23 janvier 2007. Elle prend effet au 1^{er} octobre 2007 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 19 septembre 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

AVIS ET COMMUNICATIONS

Direction départementale de l'équipement Service de l'urbanisme et des affaires juridiques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 737 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Baccarat

Par arrêté préfectoral n° 737 en date du 31 août 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation SCCU Kathleen Finaxisme, rue du Gué, sur la commune de Baccarat.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 767 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Bulligny et Bagneux

Par arrêté préfectoral n° 767 en date du 31 août 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique "site RFF GSM" CD n° 12d route de Bagneux, sur les communes de Bulligny et Bagneux.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 779 du 7 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Belleville

Par arrêté préfectoral n° 779 en date du 7 septembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA GSM Belleville La Justice RN n° 57, sur la commune de Belleville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2538 du 5 septembre 2007 autorisant EURELIA SAS à exécuter des travaux sur les communes de Fremonville, Repaix et Gogney

Par arrêté préfectoral n° 2538 en date du 5 septembre 2007, EURELIA SAS, 24 grande rue 54450 IGNEY, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension des réseaux HTA site éolien "le haut des ailes" sur les communes de Fremonville, Repaix et Gogney.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2836 du 4 septembre 2007 autorisant la société MCC PROMO FRANCE à exécuter des travaux sur la commune de Lexy

Par arrêté préfectoral n° 2836 en date du 4 septembre 2007, la société MCC PROMO FRANCE a été autorisée à exécuter les travaux en vue du lotissement "blanche pierre" sur la commune de Lexy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2836bis du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy

Par arrêté préfectoral n° 2836bis en date du 31 août 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de DIM, raccordement électrique du lotissement "blanche pierre" sur la commune de Lexy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3134 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Moutiers

Par arrêté préfectoral n° 3134 en date du 31 août 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de DIM, raccordement électrique du lotissement "le bois des Trente" RD 137, sur la commune de Moutiers.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3509 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 3509 en date du 31 août 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de CK NANCY tarif vert pénitencier ZA du plateau "ville haute", sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4573 du 28 août 2007 autorisant la SNC POLE EUROPE 66, rue du Commerce - 51350 CORMONTREUIL à exécuter des travaux sur la commune de Mont-Saint-Martin

Par arrêté préfectoral n° 4573 en date du 28 août 2007, la SNC POLE EUROPE 66, rue du Commerce - 51350 CORMONTREUIL, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement du "parc émaux de Longwy", sur la commune de Mont-Saint-Martin.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5616 du 4 septembre 2007 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune d'Ecrouves

Par arrêté préfectoral n° 5616 en date du 4 septembre 2007, la SOLOREM a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la ZAC Thouvenot Boutzen Polygone. Création d'un réseau HTA, création d'un poste de transformation, création d'un réseau BTA, sur la commune d'Ecrouves.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5633 du 31 août 2007 autorisant l'EPCI du bassin de Landres à exécuter des travaux sur la commune de Piennes

Par arrêté préfectoral n° 5633 en date du 31 août 2007, l'EPCI du bassin de Landres a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux secs, sur la commune de Piennes.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6310 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy

Par arrêté préfectoral n° 6310 en date du 31 août 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TJ station d'épuration rue Foch, sur la commune de Lexy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6659 du 31 août 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ville-en-Vermois

Par arrêté préfectoral n° 6659 en date du 31 août 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique lot. "parc de la Garenne" rue du Haut du Mont CD n° 71, sur la commune de Ville-en-Vermois.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8149 du 6 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Domgermain et Toul

Par arrêté préfectoral n° 8149 en date du 6 septembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de TR ossature départ Valcourt à Domgermain. Ligne principale entre Domgermain et Toul, sur les communes de Domgermain et Toul.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9181 du 7 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy

Par arrêté préfectoral n° 9181 en date du 7 septembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation de la caserne de gendarmerie et de 20 logements, sur la commune de Lexy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12344 du 5 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Sexey-aux-Forges

Par arrêté préfectoral n° 12344 en date du 5 septembre 2007, Electricité de France a été autorisé à exécuter les travaux en vue de CHTD LO renouvellement HTA 551 63 867, sur la commune de Sexey-aux-Forges.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13483/B du 6 septembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 13483/B en date du 6 septembre 2007, Electricité de France a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la création d'un poste de transformation électrique îlot 2 OPAC et ZFU. Réalisation de la boucle HTA sur l'avenue Pinchard et de la boucle sur la rue Ambroise Paré, ZAC des anciennes carrières Solvay, sur la commune de Nancy.

Centre hospitalier de Lunéville**Avis de concours sur titres du 22 septembre 2007 en vue de pourvoir un poste de cadre de santé**

Référence : décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de Cadre de Santé.

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Cadre de Santé.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Direction des Ressources Humaines

2 Rue Level

54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- la copie du diplôme de cadre
- la copie des trois dernières feuilles de notes
- une lettre de motivation accompagnée d'un projet professionnel

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE : 1 mois à compter de la publication du présent avis
--

Lunéville, le 22 septembre 2007

Le directeur,
J.M. LALLEMAND

